Écologie et musiques actuelles

Agissons collectivement pour des tournées écoresponsables !

Actes des rencontres Gaîté Lyrique | Paris - 2022

FEDELIMA

SMA SYNDICAT DES MUSIQUES ACTUELLES

Gaîté Lyrique

WWW.FEDELIMA.ORG | WWW.SMA-SYNDICAT.ORG

© Antipode / Gwendal Le Flem

PRÉSENTATION DES RENCONTRES

En écho à la prise de conscience généralisée face à l'urgence du réchauffement climatique, les adhérents du SMA (Syndicat des musiques actuelles) et de la FEDELIMA (Fédération des lieux de musiques actuelles) interrogent depuis plusieurs années leurs pratiques quotidiennes au sein de leurs métiers.

Après une phase de sensibilisation et d'information des professionnel·le·s des musiques actuelles menée en 2021 avec *The Shift Project* par le biais d'un cycle de formation autour de la décarbonation du secteur, ces rencontres nationales ont eu pour ambition d'enclencher une mise en marche de l'ensemble de la filière.

Pour travailler ces enjeux, tenter d'y réfléchir collectivement, partager des initiatives et imaginer des pistes d'actions collectives sur la transition écologique des métiers du spectacle vivant, la FEDELIMA, le SMA et la Gaîté Lyrique ont proposé leurs premières rencontres nationales dédiées.

Ouvertes à tou·te·s, **elles se sont tenues à Paris les 12 et 13 avril 2022**, à la Gaîté Lyrique. L'objectif : permettre au plus grand nombre de professionnel·le·s issu·e·s des différents maillons de la chaîne « spectacle vivant » des musiques actuelles de pouvoir se rencontrer et dialoguer autour de ces enjeux. Conçues pour favoriser le partage d'expériences et de connaissances ainsi que la réflexion en intelligence collective, ces rencontres traiteront des enjeux reconnus comme majeurs pour notre secteur comme l'alimentation, la maîtrise de l'énergie, la mobilité du public mais aussi des artistes, les usages numériques ou plus globalement l'écoconception des tournées. La première partie de ces rencontres a été dédiée à la notion de coopération entre collectifs et réseaux et à un état des lieux des démarches collectives entreprises dans le secteur de la musique. La seconde partie de ces journées a privilégié le caractère participatif avec des ateliers de production collective.

Co-organisées par :

FEDELIMA

SYNDICAT DES MUSIQUES ACTUELLES

Gaîté Lyrique

SOMMAIRE

TABLES RONDES

p.4	**Table ronde n°1 : Écologie et musiques actuelles : comment les collectifs et réseaux se saisissent de cet enjeu ?** Mots d'accueil, présentation des rencontres et état des lieux des démarches en cours
p.10	**Table ronde n°2 :Écoconception des tournées : de la création à la diffusion, en passant par la production, réinterrogeons nos pratiques !**

ATELIERS

Chacun des ateliers présentés ci-dessous a été divisé en deux temps : une première partie consacrée à des témoignages, partages d'expériences et apports de connaissances (en format « table ronde ») et une seconde partie privilégiant le caractère participatif (en format « atelier de production collective »).

p.16	**Atelier n°1 - La maîtrise de l'énergie dans les salles de spectacle : quels enjeux ?**
p.22	**Atelier n°2 - Comment proposer une alimentation plus raisonnée dans son projet ?**
p.28	**Atelier n°3 - Quelle mobilité pour les artistes : comment moins et mieux se déplacer ?**
p.34	**Atelier n°4 - La mobilité des publics : quels leviers d'action pour quels territoires ?**
p.40	**Atelier n°5 - Réduire les impacts environnementaux du numérique au sein des musiques actuelles : quels enjeux ?**
	Atelier n°6 - Intégrer les enjeux écologiques au cœur de nos projets : quelle transition pour nos équipes ? Cet atelier n'a pas fait l'objet de compte-rendu

TABLES RONDES

• Mot d'accueil et présentation des rencontres

Avec...

Laëtitia Stagnara
Directrice générale de la Gaîté Lyrique (Paris)

Flavie Van Colen
Directrice adjointe de Paloma (Nîmes) et « référente développement durable » au sein de la FEDELIMA (Fédération des lieux de musiques actuelles)

Justine Le Joncour
Administratrice de production à l'Armada Productions (Rennes) et « référente écologie » au sein du SMA (Syndicat des musiques actuelles)

• Écologie et musiques actuelles : comment les collectifs et réseaux se saisissent de cet enjeu ?

Depuis plusieurs années, et davantage depuis le début de la crise sanitaire, nous assistons à une structuration particulièrement dynamique des débats et échanges autour des enjeux climatiques au sein du spectacle vivant et tout particulièrement pour les musiques actuelles. De nombreuses organisations, réseaux, fédérations, collectifs, syndicats, désireux de s'engager dans la transition écologique multiplient les actions : publications de manifestes, créations de groupes de travail, mises en place de formations, mesure de l'empreinte carbone de nos activités... Où en sommes-nous aujourd'hui ? Quelles coopérations existent déjà entre les acteurs ? Comment relier toutes ces initiatives et agir collectivement pour un fonctionnement durable de notre filière ?

Avec...

Pierre Dugelay
Directeur du Périscope (Lyon) et vice-président du réseau AJC (Association Jazzé Croisé)

Rudy Guilhem-Ducléon
Chargé d'accompagnement des festivals au Collectif des festivals, membre du collectif R2D2

Amandine Saumonneau
Coordinatrice du réseau Zone Franche

Maxime Gueudet
Coordinateur général d'ARVIVA - (Arts Vivants, Arts Durables)

Flavie Van Colen
Directrice adjointe de Paloma (Nîmes), membre du SMA et de la FEDELIMA

Samuel Ferreira
Chargé de mission médiation à Grand Bureau, membre du Collectif STARTER

Maxime Thibault
Responsable des expertises Innovation & Transition écologique

Animé par...

Charlotte Rotureau
Fondatrice d'Evvi, structure qui accompagne la transition dans les secteurs du sport, de la culture et du tourisme

Retour au sommaire

Les rencontres sont introduites par **Laëtitia Stagnara** (directrice générale de la Gaîté Lyrique), **Flavie Van Colen** (directrice adjointe de Paloma et référente écologie à la FEDELIMA) et **Justine Le Joncour** (chargée de production à l'Armada Productions et référente « écologie » au SMA), qui représentent les trois structures co-organisatrices de cet événement se tenant les 12 et 13 avril 2022 à Paris. Ces rencontres nationales ont pour objet de réunir les professsionnel·le·s qui composent la filière « spectacle vivant » des musiques actuelles afin de partager des initiatives et imaginer des pistes d'actions collectives sur la transition écologique des métiers qui la composent. Elles interviennent à un moment charnière post-crise sanitaire où une véritable prise de conscience de l'urgence d'agir s'est faite.

Laëtitia Stagnara engage la discussion en décrivant le parcours de transition écologique du projet de la Gaîté Lyrique comme étant sinueux et complexe. Accompagnée de professionnel·le·s spécialisés dans les enjeux environnementaux, l›équipe de la Gaîté Lyrique a interrogé l›ensemble de ses activités, ses interlocuteur·trice·s et les parties prenantes du projet. Elle partage également la difficulté d›obtenir des réponses quant aux impacts et enjeux du numérique (notamment de l›art numérique) sur l›environnement : qu›est-ce qui est le plus impactant entre l›usage de la bande passante ou le stockage de données ? Faut-il utiliser les GAFAM, car ils sont plus performants énergétiquement, au détriment de convictions éthiques ? Les projets désireux de s›améliorer sont régulièrement confrontés à une compréhension difficile des enjeux du secteur, à des indicateurs inadaptés à la pluralité de leurs activités, ou encore à une lecture partielle des maillons de la chaîne du secteur des musiques actuelles.

Par un travail effectué avec l'ensemble de la filière, Flavie Van Colen et Justine Le Joncour rappellent que la FEDELIMA et le SMA se sont associés depuis plusieurs mois (cf. formation menée avec The Shift Project en 2021) pour réfléchir en intelligence collective et de manière très concrète aux pratiques professionnelles de chacun·e, ainsi qu'aux changements possibles pour atteindre un objectif de réduction de l'impact carbone de nos activités. Cette coopération s'est matérialisée par la réalisation d'un projet de collectes de données sur l'impact environnemental de la filière (et des différentes typologies d'acteurs) qui permettra de définir un plan d'actions collectif afin d'accompagner la transition écologique de la filière en cohérence avec les enjeux environnementaux actuels et en alignement avec les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone. Ainsi, pour répondre à ces objectifs et mettre en œuvre les actions préconisées, ce projet qui démarrera en 2023, prévoit également un programme d'accompagnement des acteurs de la filière sous forme de boîte à outils intuitive et accessible à tou·te·s. Ce travail permettra à l'ensemble des adhérents de s'approprier le travail réalisé dans une logique collective vertueuse d'échanges.

« Nous sommes des lieux de culture et donc des lieux de récits, nous sommes là pour montrer une société bas carbone qui promettrait des lendemains qui chantent et qui ne seraient pas qu'un monde de contraintes »

La plénière est animée par **Charotte Rotureau**, fondatrice d'EVVI, structure d'accompagnement à la transition écologique et sociale dans le secteur de la culture, du sport et du tourisme. À travers cette plénière, l'intention est de mettre en avant différents projets et actions menés par des réseaux et fédérations culturelles qui ont commencé à éclore et essaimer depuis plusieurs années au sein du secteur.

La mini-convention climat de Zone Franche

Amandine Saummonneau est coordinatrice du réseau Zone Franche, le réseau des musiques du monde qui rassemble environ 180 adhérents et a porté en 2021 un projet de mini-convention climat. Animé par David Irle, consultant en énergie-climat auprès du spectacle vivant, mais également Samuel Laval de Climate Chance et Julie Gammichia de Music Declares Emergency, ce projet calqué sur la démarche de la convention citoyenne invite l'ensemble des adhérents, et au-delà, à réfléchir collectivement aux leviers de diminution de l'impact carbone des activités du secteur.

Comment continuer de défendre la libre circulation des artistes tout en prenant la voie de la décarbonation ? Est résumé ici un des enjeux majeurs du secteur musical notamment celui des musiques du monde, avec en filigrane un enjeu de justice sociale : comment ne pas faire porter cette culpabilité à des artistes qui viennent de loin, parfois de pays plus précaires que la France ? Comment concilier l'enjeu de la diversité culturelle avec celui de la décarbonation ? Comment animer le débat public autour de ces questions ?

À l'issue de 5 ateliers divisés en 3 sessions autour de sujets transversaux comme la mobilité des artistes, des publics, l'alimentation, le numérique, l'écoconception, un plaidoyer a été rédigé afin d'interpeller des pouvoirs publics. Afin de compléter ce travail d'interpellation, un rapport complet détaillant plus d'une centaine de mesures a également été récemment publié en juillet 2022.

Climate Chance et Julie Gammichia de Music Declares Emergency, ce projet calqué sur la démarche de la convention citoyenne et invite l'ensemble des adhérents et au-delà à réfléchir collectivement aux leviers de diminution de l'impact carbone des activités du secteur.

Footprint project

Pierre Dugelay est directeur général du Périscope à Lyon, un lieu de jazz et musiques innovantes qui mène depuis 2019 un projet de coopération européenne (Europe creative) ayant pour axe principal le sujet de la circulation internationale des artistes dans une optique de responsabilité sociale des organisations (RSO). Le projet Footprints consiste en la mise en lien d'un·e artiste d'un pays, un·e agent d'un autre pays et un·e directeur·trice de lieu ou festival considéré comme « mentor » d'un troisième pays pour travailler sur des tournées optimales sur ce territoire.
Au démarrage du projet, l'équipe du Périscope décide elle-même de se lancer dans la réalisation d'un bilan carbone et de travailler à une stratégie carbone accompagnée par WeCount. Également vice-président du réseau AJC (Association Jazzé Croisé), Pierre Dugelay se rapproche de cette organisation pour étudier la faisabilité de bilans carbone croisés parmi un échantillon de lieux et festivals divers et variés allant du Oslo jazz festival à de plus petits événements en milieu rural. Au total, 9 bilans carbone ont été réalisés et ont permis de mieux connaître et appréhender les enjeux spécifiques de ce secteur.

footprints
Sustainable Music across Europe

ARVIVA – entre formation et simulateur d'impact

Maxime Gueudet est coordinateur général d'ARVIVA (Arts Vivants, Arts Durables) une association créée en juin 2020 sous l'impulsion de 9 cofondateur·trice·s avec pour mission d'informer et fédérer autour de la transformation écologique. Étant à l'origine un collectif de pairs s'interrogeant sur les enjeux environnementaux, ils et elles décident dans un premier temps de mettre en commun leurs connaissances, pratiques et outils de veille et formation identifiés. Une fois ce premier travail d'inventaire de l'existant réalisé, d'autres questionnements ont émergé autour du besoin de formation, d'une mauvaise appréhension des enjeux qu'ils·elles pouvaient constater… À ce titre, ARVIVA a ainsi organisé un cycle de formation à l'attention des professionnel·le·s du spectacle vivant qui s'est achevé au printemps 2020, après la participation d'une cinquantaine de personnes. Dédié aux moyens concrets d'agir dans sa structure, cette première session a permis le partage de difficultés et constats communs. Un second cycle est en cours de réflexion autour des enjeux d'intégration de la démarche au sein d'un collectif où il peut subsister des freins et résistances.

ARVIVA
ARTS VIVANTS ARTS DURABLES

Après avoir également constaté qu'il manquait de modèles de production alternatifs, ARVIVA a décidé de lancer un tremplin pour financer et accompagner des compagnies et projets qui entendraient challenger les modes de diffusion/productions actuellement en vigueur.

Enfin, ARVIVA s'est également attaqué à la question du calcul par le biais d'une démarche collective autour d'un simulateur d'impact environnemental[1] – intégrant ainsi la question de l'impact sur la biodiversité, en plus de l'impact carbone. L'objectif ici est de doter toutes les structures et porteurs de projet d'un outil simple pour mesurer et pouvoir défendre ses enjeux auprès des pouvoirs publics.

1 - Cet outil (SEEDS) sera inauguré en début d›année 2023 : https://seeds.arviva.org/authentication

Les circuits-courts artistiques

Rudy Guilhem-Ducléon est chargé d'accompagnement des festivals au Collectif des festivals qui réunit 32 festivals signataires de la charte des festivals bretons engagés pour le développement durable. En 2021, le Collectif lance avec Technopol (réseau de promotion et de défense des cultures, arts et musiques électroniques) le projet des circuits courts artistiques, rejoint ensuite par Music Declares Emergency. L'intention du projet est de repenser les programmations à l'aune d'un double objectif : d'une part valoriser les artistes de territoire en leur laissant plus de place dans les programmations et d'autre part décarboner leur mobilité. En plus d'interroger les modes de transport des artistes, ce projet souhaite également visibiliser les risques psychosociaux inhérents aux modes de vie et carrières tels qu'ils existent aujourd'hui.

Ce projet entend insuffler un certain nombre de dynamiques qui pourraient être à la fois causes et conséquences des circuits courts artistiques : la première serait d'interconnecter les viviers d'artistes à l'échelle nationale pour faciliter la programmation d'une région à une autre. La seconde serait la mutualisation de programmation d'artistes internationaux afin d'éviter les dates uniques. Enfin, le dernier élément serait la large préférence accordée au train comme mode de transport à la fois pour ses qualités de transport bas carbone mais également par la richesse du réseau ferroviaire français existant et qui permettrait une inversion de la norme : faire de l'avion une exception.

Pour une filière musicale plus durable, développons les
CIRCUITS COURTS ARTISTIQUES

Le choix de débuter ce premier travail par les artistes de musiques électroniques a permis dans un premier d'expérimenter des choses à petite échelle puisque ces artistes sont souvent seuls et les pratiques professionnelles loin d'être vertueuses (usage de l'avion plusieurs fois par semaine). Cette manière de procéder laisse ainsi une marge de progression importante. Une étude menée par le collectif Clean Scene a estimé l'empreinte carbone du déplacement des DJ à 35 tonnes de CO2, soit 18 fois l'empreinte

carbone qu'il faudrait atteindre individuellement sur une année d'ici 2050 pour respecter les accords de Paris. Ce projet se développe à la manière d'une recherche-action, à la fois avec une étude carbone quantitative permettant de comprendre les circuits-courts artistiques mais également par l'expérimentation concrète du projet dans des festivals pilotes adhérents au collectif des festivals.

Pour plus de détails sur le projet des circuits-courts artistiques, consultez le compte-rendu de l'atelier n°3 sur la mobilité des artistes.

Le projet STARTER

Samuel Ferreira est chargé de médiation à Grand Bureau, le réseau régional des musiques actuelles en Auvergne Rhône-Alpes, également membre du réseau R2D2 à l'initiative du projet des Spectacles et Tournées d'Artistes Eco-Responsables (STARTER). Existant depuis 2013, le collectif informel R2D2 s'est structuré autour du projet Drastic on Plastic visant à accompagner les festivals dans la réduction de leurs déchets plastiques à usage unique. Dans le prolongement de cette réflexion, s'est monté STARTER, rassemblant 19 réseaux et structures autour des enjeux de réduction de l'impact des tournées et notamment de l'accueil artiste. Après la réalisation d'une enquête diffusée largement et ayant récolté environ 230 réponses, un recueil de bonnes pratiques thématisées autour de 9 entrées a été consolidé sous la forme d'un site internet : https://projetstarter.org

STARTER
Spectacles et Tournées d'ARTistes Eco-Responsables

Et le CNM dans tout ça ?

Maxime Thibault est responsable des expertises Innovation & Transition écologique au CNM (Centre National de la Musique). Dans le cadre d'un état des lieux, le CNM a organisé une concertation rassemblant 6 groupes de travail thématiques. À l'issue de l'ensemble des discussions, une feuille de route a été établie, accompagnée d'un programme d'aide à la filière. Cette feuille de route est composée de synthèses des différents groupes de travail pointant les besoins et manques des professionnel·le·s et endroits où le CNM peut les aider, accompagner. Une première idée était de faire plateforme, c'est-à-dire de visibiliser les initiatives déjà portées par les professionnel·le·s et ainsi mettre en lien la ressource disponible. Un second besoin identifié était celui de la formation et de la sensibilisation des acteur·trice·s, c'est pourquoi le CNM a pour rôle de rediriger vers des formations existantes, comme celles d'ARVIVA mais également celles proposées par l'Afdas.

Parmi les dispositifs d'aides au projet et à la filière proposés par le CNM, de nombreux critères environnementaux pouvaient être intégrés aux demandes. Afin de clarifier ce positionnement, le CNM propose un dispositif d'accompagnement aux projets mutualisés et mutualisables au sein de la commission structuration qui va s'adresser à des projets pilotes en termes de transition écologiques. Est également menée une réflexion par Mylène Huard, au sujet d'un plan de transformation des lieux et festivals de musiques actuelles, notamment d'un point de vue écologique par l'enjeu de rénovation thermique des bâtiments.

Échanges avec les participant·e·s

Stéphane Grosclaude, coordinateur de Musique en territoires (ex PFI – Plate-forme Interrégionale) évoque l'enjeu de la circulation des artistes et leur prise en compte dans les initiatives européennes existantes notamment celle du Shift culture, porté par le Conseil européen de la musique qui vient d'éditer un éco-guide pour le domaine musical auquel a notamment participé Live DMA par exemple. Il pose également la question suivante : au-delà de la responsabilité qu'ont les lieux vis-à-vis des publics qu'ils accueillent, quels ponts est-il possible de faire avec les lieux de création ? De production ?

Pierre Dugelay prend la parole au sujet de la circulation des artistes en Europe. Selon lui, la production de données permet de préciser les volumes d'impacts des tournées, notamment entre les impacts du déplacement des publics qui reste un enjeu central par rapport au déplacement des artistes, par exemple. Cela pose la question de quel bilan pour quelle activité ? Quels critères et indicateurs relever en fonction de la typologie des structures ? Pour les lieux qui proposent essentiellement de la diffusion, le nombre de spectateur·trice·s peut être utilisé comme unité de mesure. Dans le cadre du projet de bilan carbone, ils ont pu identifier l'indicateur « nombre de personnes/jours travaillés » comme unité complémentaire permettant d'intégrer l'action culturelle dans les activités mesurées.

Toutes ces clés d'analyse permettent d'identifier des objectifs concrets dans la diminution de l'impact carbone des projets, qui peuvent ainsi être mis en lien avec d'autres tels que des objectifs culturels, artistiques, sociétaux… Selon lui, le risque pour les lieux et projets qui ne formaliseraient pas eux-mêmes leurs impacts et objectifs, seraient de se voir imposer des indicateurs qui ne prendraient pas en compte la dimension sociale, sociétale et artistique des projets tels que celui du nombre de spectateur·trice·s. Concernant les préconisations, il rappelle la nécessaire réflexion autour du dimensionnement des salles avec l'intérêt du lieu de proximité, notamment comme réponse à l'impact du déplacement du public.

Sur la question des amateurs et des lieux de production et création, Maxime Gueudet prend la parole pour évoquer l'intérêt des enjeux écologiques comme une lecture faisant « éclater la sectorisation et les différences qui peuvent exister ». Amateur·e·s comme professionnel·le·s se nourrissent, se déplacent, consomment de l'énergie… Selon lui, l'échelle européenne semble pertinente pour réfléchir aux enjeux du secteur, il cite notamment la plateforme Theater Green Book qui regroupe trois ouvrages qui édictent des solutions concrètes pour entamer la transition écologique du secteur du théâtre.

Une question adressée à Maxime Thibault : plusieurs projets de production de données sur l'impact de la filière ont été déposé auprès du PIA4 (Programme d'investissements d'avenir), le CNM était-il conscient du besoin sous-jacent ? Et quel est son rôle auprès de ces projets qui ne pourront pas tous être financés ?

Selon Maxime Thibault, le CNM était en effet conscient de ces projets déposés auprès du PIA4, notamment parce qu'il est partenaire de l'un d'entre eux qui concerne plus particulièrement la filière de la musique enregistrée, aux côtés du SMA, du SNEP et de l'UPFI. Concernant le rôle du CNM, il va dans un premier temps s'inscrire en tant que relais de ces initiatives, ainsi que soutien par le biais du dispositif d'accompagnement doté de 3 millions évoqué précédemment. Il précise que l'aide aux projets mutualisés, mutualisables va également s'appliquer aux réseaux régionaux dans leurs actions en faveur de la transition écologique. Cet accompagnement ne sera pas que financier puisqu'il s'agira également d'aider les porteur·euse·s de projets, au titre de ressources et relais auprès d'acteur·trice·s plus aguerris.

David Caroll, co-président du Slowfest prend la parole pour évoquer l'importance de l'action aux côtés de la recherche et de l'étude du secteur. Selon lui, il ne faut pas attendre d'avoir des chiffres pour agir mais bien engager ces démarches simultanément. Il cite le Goethe-Institut, en Allemagne, qui dote les équipes artistiques et techniques de spectacles qui tournent à vélo d'une allocation concrète de 150€ par jour. Enfin, il évoque la création d'un réseau, pour l'instant encore informel, entre acteurs et artistes qui se déplacent en mobilité douce : Armodo (les arts en mode doux). Regroupant aujourd'hui une soixantaine de personnes en France et en Belgique, Armodo organisera une rencontre nationale en Bretagne en septembre 2022.

Une représentante de la Maison de la musique contemporaine prend la parole et réagit à la question liée à l'interpellation des pouvoirs publics et la chance pour le secteur culturel que les initiatives en faveur de la transition écologique viennent du terrain. Elle évoque l'adoption de l'éco-conditionnalité comme marquant un progrès mais souligne la difficulté d'encadrer ce type de dispositif : comment juger les projets autrement que sur leurs intentions ? Comment mesurer les efforts réels faits ? Sur quelles bases compare-t-on les projets ?

Maxime Gueudet indique que la question de l'éco-conditionnalité a récemment été étudiée par ARVIVA afin de mieux en comprendre les enjeux et les risques (notamment psychosociaux qui pèseront sur les personnes formées et qui se sentent concernées). Il évoque le cas de l'Ecosse pour qui la seule perspective du conditionnement des aides a suffi aux acteurs pour se mobiliser et réduire de moitié leurs émissions de gaz à effet de serre en l'espace de 5 ans. Aujourd'hui, ils envisagent à nouveau de réellement conditionner les aides d'ici 5 ans cette fois-ci dans l'objectif d'atteindre la neutralité carbone.

Pierre Dugelay souligne la question indispensable du chiffrage, notamment dans la perspective du conditionnement des aides, afin d'objectiver les objectifs fixés dans le cadre de la diminution de l'impact carbone. La production de données permet ainsi d'identifier clairement les impacts réels. Par exemple, il suffit de mesurer les modes de déplacement au sein des équipes pour comprendre aisément que si deux personnes utilsent leur voiture, leur impact est considérable par rapport à leurs collègues qui ont opté pour d'autres modes de transport (en commun ou doux). L'exemple de l'Ecosse visibilise l'impact fort du calcul notamment dans la conscientisation et donc la sobriété. Il évoque cependant l'émergence d'un sentiment de culpabilité chez certain·e·s artistes (notamment les norvégien·ne·s, membres du projet Footprints) pour qui les voyages internationaux perdent leur sens vis-à-vis de leur carrière.

Une personne intervient sur la question des indicateurs notamment lorsqu'un projet n'est ni un lieu de diffusion, ni de création. Comment élaborer et confronter ces indicateurs ?

Pierre Dugelay évoque parfois l'intérêt de sortir des critères strictement liés au milieu culturel et parle de l'indicateur temps / personne comme intéressant à cet égard. Flavie Van Colen, quant à elle, évoque tout l'intérêt de travailler à l'échelle de la filière afin d'identifier et de mesurer les activités dans leur plus grande diversité (salles, festivals, production, création, centres de formation…).

Écoconception des tournées : de la création à la diffusion, en passant par la production, réinterrogeons nos pratiques !

L'écosystème des musiques actuelles est composé d'une variété d'acteur·rice·s qui agissent chacun à leur endroit, mais surtout en interaction les un·e·s avec les autres. La filière des musiques actuelles - spectacle vivant est en ce sens une chaîne de professionnel·le·s qui, chacun·e à son poste, participe à la création de tournées et de concerts. De la création par les entreprises de production à la diffusion dans les salles et festivals, l'ensemble de ces activités a un impact sur l'empreinte carbone de la filière. Les enjeux environnementaux sont des questions à considérer de manière globale nécessitant une réponse collective. Ainsi, quelles coopérations possibles entre les acteur·rice·s de la filière pour adopter des pratiques professionnelles vertueuses ? Comment réinterroger nos pratiques ? Comment travailler ces espaces interprofessionnels pour favoriser un engagement global de la filière ?

Avec...

Julien Courquin
Directeur artistique / de production
Murailles Music (Paris & Nantes)

Hichem El-Garrach
Développement territorial chez Cagibig, plateforme de mutalisation de matériel

Marine Leca
Chargée de production à Bi:Pole (Marseille)

Gigsta
Artiste

Damien Tassin
Sociologue et chargé de mission à Trempo (Nantes)

Animé par...

Gwendolenn Sharp
Fondatrice de The Green Room, association qui met en place des tournées bas-carbone

Suivi d'ateliers de production collective autour de l'écoconception des tournées *en sous-groupes répartis dans trois espaces différents*

Animés par...

Charlotte Rotureau
Fondatrice d'Evvi, structure qui accompagne la transition écologique

Gwendolenn Sharp
Fondatrice de The Green Room, association qui met en place des tournées bas-carbone

Véra Bezsonoff
Coordinatrice de l'accompagnement des adhérents et des dynamiques de territoires à la FEDELIMA

Retour au sommaire

Cette table ronde est animée par **Gwendolenn Sharp**, fondatrice et coordinatrice de l'association The Green Room qui accompagne le secteur musical à développer des stratégies pour le changement environnemental et sociétal. La notion d'écoconception, notamment dans le cadre des tournées est de plus en plus centrale dans les questionnements du secteur. Pourtant difficile à appréhender, cette notion a pu être éprouvée par le biais d'une conception responsable et durable des décors et costumes, notamment dans le secteur de l'opéra. Plus globalement, elle peut être définie comme « la prise en compte des enjeux environnementaux et impacts à chaque étape du travail, de l'ensemble du cycle de vie - généralement d'un produit ».

Pour échanger autour de cette notion, cinq intervenant·e·s sont invité·e·s à discuter de leur réalité professionnelle, de leurs constats et pistes de réflexion autour de ces enjeux.

Hichem El-Garrach est chargé de développement territorial à Cagibig, une structure de mutualisation qui coordonne des échanges de matériels entre des structures coopératrices. L'association gère également des investissements collectifs permettant l'économie de ressource et la production de biens communs au service de l'inclusion des lieux (accessibilité).

Qu'est-ce que la mutualisation ? En quoi participe-t-elle à une écoconception des activités ?

Hichem El-Garrach rappelle que le terme de « mutualisation » n'a pas été défini par l'Académie française c'est pourquoi ils ont entrepris en 2021, à l'occasion des Journées des Acteurs de la Mutualisation (JAM), de clarifier cette notion. Ainsi, la mutualisation peut être définie comme « la mise en commun volontaire de ressources et la planification de leur usage partagé », ils ont identifié trois typologies d'initiatives qui relèvent de la mutualisation :

- *Les initiatives de mutualisation* : partagées par un grand nombre d'entre nous, elles peuvent être définies comme la réunion d'acteurs, généralement avec une cohérence idéologique et d'activité, qui vont mettre en commun des ressources, souvent de manière relativement formelle.
- *Les acteurs de la mutualisation* : il s'agit ici d'une tierce structure chargée de la coordination de la mise en commun de ressources, davantage dans une logique sectorielle (salles, festivals, industries…) et avec la mise en place d'un système de contreparties.
- *Les mutualisateurs* : davantage dans une logique trans-sectorielle, il s'agit ici d'une logique territoriale stratégique à moyen et long terme avec une véritable volonté de réduction des impacts environnementaux.

Ces trois définitions partagent une logique de ressources communes, de quelques sortes qu'elles soient (emplois, espaces, stockages…).

Est-il envisageable d'intégrer des logiques de mutualisation dans les activités de production (mutualisation de transport d'artistes, de matériel…) ?

Julien Courquin est directeur de l'agence et association Murailles music, basée entre Nantes et Paris depuis 2004. Il évoque au sein de sa structure un recensement du parc de matériel permettant ainsi des prêts de façon sporadique entre les groupes avec lesquels ils travaillent. Il nuance cependant en précisant que chaque groupe dispose de son propre *backline* avec lequel ils se déplacent.

Marine Leca est chargée de production en régie tournée chez Bi:Pole, une agence de booking et de production de festival. Sur le sujet de la mutualisation, elle évoque la difficulté de sa mise en place dans la gestion du matériel des groupes et dit privilégier l'usage du backline présents sur les lieux de diffusion. Elle indique également avoir recours au réemploi, dès que possible, des scénographies entre les groupes de leur roaster.

Ils font tous les deux mention d'une attention portée aux runs et déplacements intermédiaires (entre l'aéroport/la gare et le lieu) afin de les mutualiser au maximum.

Quelles prises de position de la part des artistes ? Dans quelles mesures peuvent-ils limiter l'usage de l'avion ? Avec quelles conséquences sur leur carrière ?

Noémie est artiste de musique électronique qui se produit sous l'alias **Gigsta**. Elle a débuté en 2015 et s'est régulièrement déplacée en avion pendant plusieurs années avant de décider d'en limiter l'usage. Face à un jeu de négociation permanent avec ses propres convictions, elle a décidé en 2019 de refuser de prendre l'avion pour se produire. Depuis, elle a expérimenté les déplacements en mobilité douce jusqu'en Écosse, Italie, Lituanie depuis Berlin, son domicile. Elle évoque les conséquences d'une telle décision sur ses relations professionnelles : selon elle, il est essentiel pour les artistes de s'entourer de personnes sensibles aux enjeux environnementaux afin de ne pas sans cesse devoir réaffirmer les engagements pris. Selon Noémie, il y a un véritable travail

à mener concernant la scène club et musiques électroniques, qui, traversées par des pratiques professionnelles loin d'être vertueuses, comptabilise aujourd'hui un retard considérable par rapport au reste du secteur de la musique, notamment à cause de freins structurels très importants.

Quelles perspectives alors pour les carrières artistiques ?

Damien Tassin est chargé de mission à Trempo (Nantes) et travaille actuellement sur un programme de recherche sur l'accompagnement artistique et la transition écologique, à la fois sur un volet éco-conception des actions, mais également sur l'accompagnement au développement de jeunes artistes en début de carrière qui sont parfois d'ores et déjà dans une forme de sobriété. Ils ont ainsi engagé une série d'entretiens auprès d'une vingtaine d'artistes repérés comme très engagés sur ces questions, afin de comprendre leur engagement et l'enjeu des relations avec les personnes qui gravitent autour du projet artistique. Ils ont ainsi repéré deux « types » d'artistes : celles·ceux qui font les tournées des Zéniths et Arenas, et celles·ceux qui portent leur propre projet. Ces derniers ont créé des espaces de diffusion qui leur sont propre et qui leur confère une certaine autonomie, notamment dans les décisions vis-à-vis de l'impact écologique de leur activité. Alors que les artistes liés à des « grosses » entreprises de production, quant à eux, semblent davantage dépendants. Parmi les artistes interrogés, les musicien·ne·s émergent·e·s semblent plus engagés personnellement et donc professionnellement. Ils ont souvent de nombreuses ressources à disposition et ont déjà développé des stratégies très orientées en faveur de la lutte contre les enjeux climatiques et à cet égard, s'interrogent sur la poursuite ou non de leur activité.

À l'occasion d'une restitution collective auprès des artistes interrogés, Damien Tassin évoque la découverte du phénomène d'écoanxiété, notion développée par Véronique Lapaige comme des « conséquences liées à la responsabilisation concernant les changements climatiques et environnementaux ». Cette responsabilisation peut ne pas forcément être négative, mais également être positive sous la forme d'une quête. Chez les artistes en début de carrière, elle se manifeste sous la forme d'une culpabilité de ne pas en « faire assez » et peut ajouter de l'anxiété et de l'incertitude à leur carrière artistique, déjà définie selon Pierre Michel Menger comme étant « s'accomplir dans l'incertain ». Damien Tassin prend l'exemple d'un jeune artiste ayant créé un site web low tech, mais à qui on demandait d'avoir au moins 5 000 abonné·e·s sur Instagram afin de fidéliser son public créant ainsi des injonctions paradoxales, sources d'une écoanxiété importante. Il semble donc y avoir un enjeu important à au niveau de la pédagogie dans l'accompagnement des artistes émergents.

Quelle articulation entre l'engagement d'un artiste et son projet artistique ?

Le témoignage de Damien Tassin met en lumière les injonctions et paradoxes autour des artistes, et notamment des artistes publiquement engagés qui peuvent aujourd'hui être amenés à s'interroger sur les raisons de leur programmation : le sont-ils pour leur engagement écologique ou pour la qualité de leur proposition artistique ? Côté entreprises de production ou booking, comment sensibiliser les artistes aux enjeux climatiques ?

Marine Leca évoque le fonctionnement au sein de Bi:Pole : les artistes s'engagent à respecter les engagements pris par la structure via une charte responsable intégrée au *rider hospitality*, lui-même intégré dans le contrat, validé et envoyé aux artistes en amont de leur date. Il est également important pour eux de s'assurer de l'accord et du respect de cette charte responsable par les artistes souhaitant intégrer le roaster. Elle nuance néanmoins en mentionnant que ces dispositions ne sont pas toujours respectées dans les faits.

Julien Courquin mentionne le travail effectué au sein de Murailles Music, à travers la mise en place d'une « rider transitionnel » en 2020. Ce rider prévoyait par exemple la réduction de l'alimentation carnée sur les tournées, ce qui a engendré un débat autour de ces enjeux. Au-delà de la relation employeur-employé existante entre les productions et les artistes, empêchant ainsi l'imposition d'un régime alimentaire aux équipes artistiques et techniques, cet échange a tout de même introduit une réflexion collective et permis de sensibiliser aux impacts de l'alimentation carnée, à l'enjeu de réduction des gaz à effet de serre, etc.

Selon Damien Tassin, la question de la ressource est aussi très importante. Pour pouvoir s'engager, les artistes doivent être épaulé·e·s et accompagné·e·s dans leurs choix, que ce soit par leur manager ou par les équipes techniques.

Les économies de ressources vont-elles de pair avec des économies financières ?

En faisant l'étude de leur propre modèle économique, Cagibig a constaté que l'économie de ressources naturelles, c'est-à-dire le fait de prêter du matériel plutôt que d'en acheter, a un impact direct sur les finances des structures, à partir du moment où un système de contrepartie est mis en place. Ainsi, ils ont opté pour un système de point directement issu de la logique de l'économie circulaire, qui leur a permis d'atteindre des économies à hauteur 84% en 4 ans sur une ligne budgétaire à besoin constant. L'impact réel sur l'environnement est quant à lui difficile à calculer puisqu'il dépend des chiffres des contributeurs/utilisateurs… Cagibig peut néanmoins établir le constat suivant : grâce à la mutualisation, l'usage du matériel peut se multiplier, y compris sur des ressources identifiées comme des « consommables ». Hichem El-Garrach cite l'exemple du taps, tissus utilisés pour couvrir ou habiller des lieux, pour lequel ils ont constaté aucune déperdition et 4 usages dans l'année passée. En plus de leur activité de mutualisation, ils possèdent également une ressourcerie/recyclerie avec laquelle ils expérimentent depuis 3 ans le fait d'intégrer des ressources comme du matériel, de les joindre à un parc ressource en copropriété avec les contributeurs.

Problématiques professionnelles structurelles et enjeux écologiques

Chaque interlocuteur·trice fait état de problèmes au niveau des logiques de travail ou des pratiques professionnelles. Julien Courquin affirme notamment qu'il faut défendre un réajustement des temps dédiés à la création et à la diffusion telle qu'ils sont organisés aujourd'hui. En effet, selon lui, plus les jours de création seront valorisés et financés, moins il y aura de transport et de mobilité engendrés par la course à la diffusion. Aujourd'hui, le nombre de diffusions semble demeurer l'un des principaux critères d'évaluation d'un projet artistique, malgré son impertinence au regard des enjeux écologiques et une nécessaire interrogation des logiques d'évaluation, notamment au sein des institutions sources de financement public.

De son côté, Noémie évoque la difficulté de trouver un équilibre financier entre son activité artistique et ses engagements écologiques : le train étant souvent plus cher que l'avion et les promoteurs ou interlocuteur·trice·s en charge de la réservation des transports souvent mal outillés pour trouver les meilleurs tarifs. Elle cite ainsi l'exemple d'une grande institution l'ayant invitée en résidence aux États-Unis, à laquelle elle souhaitait se rendre en bateau. Son positionnement a généré de nombreuses difficultés et a abouti à l'annulation de la résidence, notamment parce que cette institution ne souhaitait pas aider financièrement Noémie dans la prise en charge de ce mode de transport.

Julien Courquin réagit et ajoute que cet enjeu représente un problème structurel au sein des réseaux et de l'économie des musiques actuelles puisque les lieux comme les scènes de musiques actuelles ou les scènes nationales incluent les frais de transport dans la cession ou vente du spectacle, ou les ajoutent en supplément. Ainsi, cette dépense incombe au producteur, ce qui va engendrer un recours aux moyens de transport les plus accessibles financièrement. Il défend la considération des transports comme des enveloppes à part, financées autrement.

Hichem El-Garrach quant à lui, souhaite prendre la parole pour relativiser la responsabilité des réseaux et fédérations face à la mise en marche des acteur·rice·s eux·elles-mêmes. Selon lui, il est nécessaire, en complément des études menées par le secteur et de la production de données, que les lieux, les festivals, les producteurs passent à l'action. Il défend la nécessité de changer profondément les pratiques et modèles économiques : cesser d'envisager nos activités à travers la possession d'actifs et les réfléchir en fonction des ressources naturelles disponibles : combien de temps ce matériel est-il utilisé ? Comment le mutualiser ?

Échanges avec les participant·e·s

Quel est ce système de point utilisé par Cagibig ?

Hichel El-Garrach évoque la problématique comptable que supposent les investissements partagés, c'est-à-dire la mise en commun de ressources financières pour l'achat partagé. Or, les investissements collectifs dans du matériel ne pouvant pas être amortis, par définition comptable, ils ont opté pour

une rétrocession d'amortissement calqué sur le modèle agricole du fermage et du métayage : il s'agit en réalité de l'amortissement de l'acquisition temporaire d'usufruit, sans ça, l'impact économique est moindre alors qu'il représente un enjeu fondamental dans le changement des pratiques.

Une personne dans l'assistance s'adresse à Noémie et Damion Tassin sur la question de l'environnement artistique et des modèles de tournée : ont-ils repéré d'autres types de tournées possibles ou participé à des rencontres entre pairs ?

Noémie réagit en affirmant trouver du sens dans son travail lorsqu'elle prolonge sa venue sur un territoire en proposant un *workshop*, plusieurs types de sets (ambiants, dansants) ou encore simplement dans la perspective de mieux comprendre les territoires où elle se rend… Damien Tassin évoque quant à lui une réelle demande d'alternatives dans la mobilité parmi les artistes émergents comme confirmés, posant ainsi la question de la diffusion « en transition ». Selon lui, il y a également un travail à réaliser dans la diversification des formats et publics en direction desquels les artistes se produisent, avec davantage d'éducation artistique, de rencontres…

Un participant évoque le manque d'outils à disposition des programmateur·trice·s dans l'optique d'une mutualisation des frais et coûts carbone d'artistes qui viendraient en avion, de loin. Hormis les listes de discussions (par mails) existantes, qui ne sont pas dédiées à ces échanges d'informations, il n'existe pas encore d'outils adaptés.

Un autre participant évoque la notion de sobriété, encore peu mentionnée dans les échanges. Sobriété à la fois dans le cadre d'une écoconception (réalisation d'une scénographie écoconçue par exemple), mais également dans l'aspect endémique même des tournées, que ce soit par le volume de dates ou les jauges proposées…

Damien Tassin réagit quant au modèle actuel qui est celui de l'attractivité et de la concurrence, d'une ville par rapport à une autre, d'un festival par rapport à son territoire, etc. Toutes ces questions interrogent et nécessitent un engagement différent face à la découverte d'un·e artiste. Comment travailler ces notions à l'échelle d'un territoire, lui-même en transition ? Il faudrait alors rassembler l'ensemble des partenaires concernés autour de la mutualisation, des communs, de l'économie sociale et solidaire… Il y a un véritablement changement de paradigme à effectuer pour imaginer d'autres modèles de tournées. Marine Leca souligne tout de même que la notion d'exclusivité – encore utilisée dans les pratiques professionnelles - entrave les pratiques déjà existantes de mutualisation de dates sur un même territoire.

David Caroll, directeur artistique du SlowFest, réagit au sujet de l'écoanxiété. Selon lui, la mobilisation collective autour de projets de sobriété, de décroissance, de mobilités douces constitue en tant que telle un remède à l'écoanxiété. Il dépeint cette mise en mouvement comme très gratifiante alors même que les impacts réels sur l'environnement peuvent parfois être anecdotiques.

Enfin, un représentant du label Jarring Effect évoque la possibilité qu'ils ont d'inviter leurs artistes à venir créer avant ou après leur diffusion en concert afin de mutualiser leur déplacement sur le lieu. Ils travaillent actuellement à la conception d'un festival, le Jarring Fest : un festival de création où des artistes seraient programmés sans que le spectacle diffusé ne soit celui diffusé habituellement. L'idée étant de créer des rencontres, de « prendre le temps » avec les artistes, mais également de diversifier leur activité en prenant part à différents formats. Il prend également l'exemple d'un spectacle qu'ils souhaitent accueillir et dont le collectif nantais se déplace à vélo. Pour que leur venue soit possible jusqu'à Lyon, Jarring Effect entend participer et les aider à monter une tournée afin qu'ils puissent arriver à destination.

À l'issue d'une première partie dédiée aux témoignages, les participant·e·s sont invité·e·s à réfléchir à des freins identifiés dans leurs pratiques professionnelles, ainsi que des leviers dans la mise en place de tournées écoreponsables. Les premiers éléments indentifiés ont été discutés en sous-groupes de plus en plus larges, au sein desquelles les participant·e·s ont été invité·e·s à retenir uniquement les freins et leviers qui font consensus. Les freins et leviers sont à identifier à plusieurs étapes de l'organisation d' une tournée : en amont, sur la route et pendant l'exploitation.

Avant la tournée

Freins	*Leviers*
Manque de communication et d'échanges entre acteurs (partenaires publics, producteurs de spectacles, artistes…)	Créer des espaces/temps de partages, des outils adaptés, formaliser un engagement commun
Existence des clauses d'exclusivité	Éviter la concurrence, favoriser la coopération territoriale
Augmentation des cachets artistiques	Refuser collectivement une augmentation déraisonnable
Surenchère des besoins techniques	Refuser collectivement les demandes déraisonnables, sensibiliser les artistes à ces questions
Date unique de représentation (« *one shot* »)	Anticiper les tournées, avoir une personne mobilisée sur le choix des transports
Contraintes des artistes par le biais des visas courts	Faciliter l'obtention de visas longues durées
Tournées incohérentes du point de vue des routings	Créer un outil de communication entre les métiers de programmation et de production afin de favoriser une mutualisation des dates

Sur la route

Freins	*Leviers*
Temps de présence des artistes sur les territoires limités	Diversifier les prestations sur un même territoire, multiplier les publics sur des petites jauges
Coûts importants des billets de train	Imaginer une carte « artiste » qui permettrait le transport de bagages importants, instruments de musique et éventuellement des réductions
Temps de transports rallongés par l'usage des mobilités douces	Comptabilisation du temps de transport dans l'intermittence

Pendant l'exploitation

Freins	*Leviers*
Restauration végétarienne peu satisfaisante	Proposer des formations sur ce type d'alimentation
Surenchères des demandes dans les riders	Créer un livret d'accueil écoresponsable, imaginer une charte commune

ATELIERS

La maîtrise de l'énergie dans les salles de spectacle : quels enjeux ?

Des associations telles que négaWatt rappellent que les bâtiments représentent le premier secteur consommateur d'énergie en France. Le monde du spectacle et les bâtiments culturels sont évidemment concernés, mais très souvent la décision d'engager une rénovation thermique n'est pas entre les mains de celles et ceux qui les exploitent. Bien que ce type de rénovation soit essentiel, il existe également un véritable potentiel de sobriété dans leur utilisation et dans leur aménagement. Comment repenser et mieux maîtriser sa consommation d'énergie afin de développer une transition énergétique fondée sur la sobriété et l'efficacité énergétique ?

Avec...

Pascal Lenormand
Designer énergétique, co-fondateur d'Incub'

Samuel Brouillet
Directeur technique, gérant de Zebulon Régie

Léo Pelletier
Chargé de mission « Développement durable et partenariats responsables » au RIM (Réseau des Indépendants de la Musique

Animé par...

David Pillon aka Peyot
Directeur technique de La Tannerie (Bourg-en-Bresse)

Retour au sommaire

David Pillon (aka Peyot), animateur de cet atelier, est le directeur technique de La Tannerie, une salle de concert située à Bourg-en-Bresse) qui fera très prochainement l'objet de travaux. L'extension et la rénovation de ce lieu soulèvent des enjeux autour de la maîtrise de l'énergie et des usages du bâtiment.

Pascal Lenormand est designer énergétique et co-fondateur d'Incub, un bureau d'étude qui traite des problèmes énergétiques. Avant de débuter les échanges, Pascal Lenormand rappelle qu'il définit l'énergie par la façon dont elle se manifeste : des systèmes énergétiques, des machines qui transforment l'électricité en lumière, en chaleur. Cette énergie peut également être définie par les raisons qui nous poussent à en faire usage et, dans ce cadre, peut être définie comme « ce qu'on utilise pour réduire l'écart ente ce qu'on a et ce qu'on veut ». Selon lui, l'énergie a trois fonctions principales :

- **Manipuler le chaud et le froid :** pour diverses raisons, comme chauffer de l'eau pour cuisiner un repas ou tout simplement son confort ;
- **Créer un déplacement :** par le biais d'une énergie mécanique ou le déplacement des personnes
- **Transférer de l'information à la conscience :** c'est le cas lorsqu'une personne utilise de l'énergie personnelle pour communiquer, l'objectif est de transférer une idée d'un cerveau à un autre. Dans le cadre de l'organisation d'un spectacle, il y a un véritable enjeu autour de l'impact social/sociétal de nos activités par rapport à l'énergie dépensée.

Dans le cadre d'un travail mené avec le Réseau des Indépendants de la Musique (RIM), Pascal Lenormand est allé visiter des salles de concert pour observer de quelle manière l'énergie y était « maitrisée » ou non. En premier lieu, ces visites ont permis d'identifier que c'est une erreur d'utiliser l'échelle globale du lieu, de la salle, pour traiter ces questions. En effet, les lieux de musiques actuelles sont composés de nombreux espaces qui « vivent » différemment : le plateau, les loges, la salle publique, les bureaux. D'un point de vue énergétique, il est donc plus pertinent de réfléchir à l'échelle de ces espaces individuels. Ils identifient ainsi trois lieux particulièrement critiques :

- **Les bureaux :** dans la majorité des cas, les bureaux ne sont pas satisfaisants et pertinents sur le plan énergétique.
- **La ventilation** : les salles de spectacle sont conçues pour les moments où elles fonctionnent au maximum de leur capacité ce qui explique les importants systèmes de ventilation et climatisation mis en place, souvent inadaptés en dehors des soirs de concerts (qui ne représentent pas la majorité des activités). À cela s'ajoutent des difficultés de maîtrise et de pilotage des systèmes.
- **Le bar :** pourtant un espace critique pour l'économie des lieux, il est souvent inadapté et mal conçu.

Pourquoi vouloir maîtriser l'énergie ?

Selon Pascal Lenormand, la maîtrise de l'énergie recouvre deux enjeux très importants : d'une part la nécessité d'une résilience. Les récentes crises vécues montrent une forte dépendance des lieux de musiques actuelles à l'énergie qui, en situation de crise énergétique, rend la pérennité de nos activités très fragile. D'autre part, il y a un enjeu d'« information-conscience » dans ce qui est produit dans les salles de concert. D'un point de vue énergétique, une salle de concert ne produit que bruit et lumière, il n'y a pas d'outil pour rendre tangible ou évaluer l'importance des effets produits sur les spectateur·trice·s. Or aujourd'hui, en France, la réflexion énergétique est pilotée par des technicien·ne·s et ingénieur·e·s qui ne peuvent s'appuyer sur la valeur produite par un concert. Dans cette logique, une réduction des énergies utilisées par le secteur se matérialiserait par un concert à la bougie. Il y a donc un enjeu essentiel dans l'identification et la valorisation de ce qui est produit dans une salle de concert, en dehors de critères objectifs tels que l'énergie produite et consommée.

Samuel Brouillet est directeur technique de métier et gérant de Zébulon régie, une structure qui accompagne les producteurs d'événements. Un des piliers fondateurs de cette structure lors de sa création en 2015 était la création d'un outil de travail pour pouvoir faire de la recherche et développement sur les pratiques durables dans les métiers techniques. Il est accompagné de Marion Montagionni, responsable RSE au sein de la structure qui répartit son temps entre la R&D généraliste, la participation aux réseaux et l'accompagnement des régisseurs généraux confrontés à des problématiques de développement durable. Dans un objectif d'optimisation énergétique, ils ont décidé de travailler sur l'ensemble des enjeux dont ils avaient la maîtrise, reléguant au second plan ceux dépendants des productions. C'est ainsi qu'au sein de Zébulon régie, chaque décision est prise en intégrant le filtre de l'écoresponsabilité. Selon Samuel Brouillet : « la maîtrise de l'énergie et la démarche de développement durable ne fait gagner ni temps, ni argent » et lorsque c'est le cas, il est nécessaire de réinjecter les économies faites vers des solutions écoresponsables plus onéreuses.

Léo Pelletier est chargé de mission « Développement durable et partenariats responsables » au réseau des indépendants de la musique (le RIM), le réseau des musiques actuelles de Nouvelle-Aquitaine. Placés

au cœur du projet, les enjeux de développement durable irriguent l'ensemble des activités du RIM, dont celles liées à la co-construction des politiques publiques. Dans le cadre du contrat de filière partagé avec la région, l'État et le CNM (Centre national de la musique), le RIM dispose d'une enveloppe commune pour expérimenter des mesures de politiques publiques avec pour vocation d'entrer dans le droit commun. De nombreuses interrogations autour des questions de transition énergétique ont émergé de la part des professionnel·le·s qui ont poussé le RIM à lancer en 2018 une mesure de transition énergétique pour les lieux, avec pour objectif d'accompagner un diagnostic et la mise en place d'un plan d'action, tout en identifiant des enjeux de sensibilisation importants pour le RIM, dans son dialogue avec les équipes techniques, les collectivités, etc. Le Krakatoa (Mérignac) et la Station sont les deux projets musiques actuelles qui ont été accompagnés dans cette démarche, avec pour objectif de comprendre le fonctionnement des lieux, leur efficacité énergétique. Le dispositif est aujourd'hui réinterrogé car le CNM intègre désormais les acteur·rice·s des musiques classiques et contemporaines.

Avec pour objectif la formation du plus grand nombre aux enjeux de design énergétique, le projet devrait se poursuivre via un appel à candidatures en vue de soutenir les structures sur la « reprise en main » des lieux, des nouveaux usages ou encore de la maîtrise de travaux de rénovation. Un collectif apprenant sur ces questions pourrait être moteur d'une dynamique collective, mais Léo Pelletier évoque ici des difficultés rencontrées pour faire du développement durable un enjeu prioritaire auprès des partenaires publics. Il indique aussi la difficulté de faire coïncider les différents calendriers et entités politiques sur ce type de mesure. De la même façon, comment garantir que les collectivités locales - souvent propriétaires des lieux de musiques actuelles - s'engagent sur un accompagnement et un plan d'action ?

La transformation des métiers techniques

Selon Samuel Brouillet, nous assistons à une véritable mutation des métiers techniques à la croisée des parcours autodidactes et très qualifiants. Les formations commencent tout juste à intégrer les enjeux écologiques et la maîtrise de l'énergie dans les pratiques professionnelles alors que les étudiant·e·s sont très en demande sur ces enjeux. Dans le cadre de la formation des directions techniques, plusieurs approches méthodologiques sont utilisées. Il évoque l'importance de « prendre de la hauteur » et d'identifier les consommations et impacts principaux. Sur la plupart des sites éphémères, espaces publics et sites de festival, l'impact principal reste la logistique et le transport des publics. Or, en tant que directeur technique, la question n'est pas d'interroger la pertinence des artistes invités, ou leur matériel technique/scénique, mais comment alléger l'organisation technique de leur venue.

Samuel Brouillet évoque également la transformation du geste professionnel qui est, selon lui, un enjeu essentiel dans la transition écologique des métiers techniques (voir la vidéo affiliée). Lors de modifications de pratiques ou de fonctionnements professionnels, il est impératif de former et d'accompagner les équipes techniques dans ces changements. De la même façon, les métiers techniques subissent une mutation sans cesse renouvelée : prise en charge des questions bâtimentaires globales, de la sécurité ou plus récemment du Covid, des plans Vigipirate, etc. Se développe donc un impératif de formations qui, parfois, restent très généralistes et éloignées de nos métiers.
Enfin, selon Samuel Brouillet, il y a un impératif à requestionner la place de l'humain dans la gestion technique et énergétique des activités, face à la recrudescence de la logique « plug and play ».

La nécessaire production de données

Tout l'enjeu de la réduction de l'impact énergétique des événements semble se cristalliser dans la nécessité de produire des données pour optimiser et évaluer les consommations d'énergie. Samuel Brouillet prend l'exemple d'un marché de Noël dédié à l'ESS sur lequel ils travaillent depuis 4 ans, atteignant aujourd'hui une réduction de 50% des besoins en électricité. Ils ont identifié que la puissance énergétique réclamée (2000 Watt) était disproportionnée par rapport à leur consommation réelle (980 Watts au maximum en moyenne). Par le biais d'un plan d'action sur 3 ans et un peu de pédagogie, ils ont réussi à montrer aux exposant·e·s qu'une réduction des consommations énergétiques est possible sans impacter leur confort. Ainsi, l'identification d'indicateurs précis d'usage de l'énergie permet d'adapter et ainsi d'optimiser ses consommations.

Les univers culturels et du bâtiment : des logiques professionnelles très différentes

Selon Pascal Lenormand, les audits énergétiques sont à la fois une chance et une difficulté : une chance, car ils permettent de chiffrer les consommations, mais également une difficulté, car ils sont financés dans la logique suivante : économiser de l'énergie = faire des travaux. Or, cette logique revient à résoudre les problèmes d'énergie uniquement par le biais des questions de bâtiment or il existe de nombreux autres leviers de réduction énergétique. De plus, les bâtiments dits « de process » (catégorie dans laquelle entrent les salles de concert) sont conçus vides ce qui provoque de nombreux dysfonctionnements. Ce phénomène est principalement dû à une mauvaise connaissance du milieu du spectacle par le milieu du bâtiment. Peyot intervient et évoque la difficulté, face à un programmiste, de négocier un zonage des différents espaces de La Tannerie, afin d'en maîtriser les flux. Il y a une communication difficile entre les professionnel·le·s du bâtiment et celleux du monde culturel. Par exemple, les systèmes de ventilation très performants imaginés pour refroidir la chaleur produite par le public dans une salle de concert vont être éteint pour privilégier les effets scéniques de fumée. Or, il est primordial que le dialogue entre les fluidistes, professionnel·le·s du bâtiment et les directions techniques puisse s'ouvrir sur ces pratiques professionnelles. Pascal Lenormand mentionne également l'intérêt de ne pas vouloir « tout faire » dans des lieux inadaptés, mais de circonscrire des activités aux bâtis dimensionnés pour.

L'enjeu de la création

Selon Samuel Brouillet, la question qui va également devoir être posée dans les années à venir est celle de la création artistique, car les efforts mis en œuvre pour limiter l'impact des consommations énergétiques ne peuvent se faire sans repenser les demandes énergétiques des artistes eux-mêmes. Aujourd'hui, la logique est celle du « sans limite », les demandes techniques doivent s'adapter à la création, or sur la question de l'éclairage par exemple, il est parfois possible de réfléchir à une optimisation de la puissance demandée, en fonction du matériel et de leur utilisation (rarement à 100% de la puissance maximale). Il est nécessaire que les productions et artistes mènent une réflexion sur les logiques de création : le seul critère financier ne peut plus être la seule limite, il faut y ajouter l'impact sur l'environnement.

Questions et témoignages des participant·e·s

Par où commence-t-on ? Vous dites qu'il faut avoir une vision globale, mais également précise des enjeux de chaque espace, concrètement avec les contraintes budgétaires et légales existantes, par où commence-t-on ?

Pascal Lenormand répond qu'il est dans un premier temps nécessaire d'identifier l'ensemble des parties prenantes et interlocuteurs impliqués dans la réflexion. Il peut également être précieux de préparer en amont un argumentaire à leur encontre. Pascal Lenormand précise que les dysfonctionnements énergétiques des lieux de musiques actuelles produisent souvent des grandes masses, ce qui peut être un support pertinent pour convaincre de la nécessité d'un plan d'action sur les consommations énergétiques d'un bâtiment. Il est également important de ne pas réfléchir la maîtrise de l'énergie sous le prisme de l'économie financière. Comme évoqué par Samuel Brouillet plus tôt, la performance énergétique ne va pas de pair avec l'économie financière.

Possédez-vous des données à communiquer sur les consommations énergétiques des lieux culturels ?

Zébulon régie travaille actuellement la question avec des pollutions identifiées parfois éloignées du métier de direction technique (le déplacement du public par exemple). La maîtrise de l'énergie peut permettre des réductions des consommations, mais qui, sur l'impact global des activités de la structure, ne représentent qu'1 ou 2% des émissions de gaz à effet de serre totales du lieu.

Une personne prend la parole sur le dimensionnement des salles et scènes et la compensation en

énergie que peut déployer un surdimensionnement. Il évoque les compensations techniques (comme la présence d'écrans géants, effets visuels, par exemple) à des concerts d'artistes solo ou en duo sur des scènes comme les Zéniths. Cette question amène à une réflexion plus globale sur la notion de dimensionnement des lieux de musiques actuelles et les logiques de rentabilité qui entourent l'usage des grandes scènes.

À l'issue d'une première partie dédiée aux témoignages, les participant·e·s sont invité·e·s à réfléchir collectivement sur trois thématiques en lien avec l'enjeu de la maîtrise de l'énergie afin d'y déceler des freins et des leviers d'action pour réduire notre impact.

Enjeu n°1 : L'efficacité énergétique des lieux (travaux, rénovation, isolation)

Les constats et freins identifiés sont les suivants :

- Une méconnaissance des politiques et financeurs des enjeux écologiques du secteur par rapport aux enjeux financiers créant ainsi un blocage « économique » par rapport aux demandes ;
- Une différence entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'usage : nécessité de parler le même langage pour que tous les acteurs comprennent (programmistes, architectes, fluidistes, direction technique...).

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Informer et former les pouvoirs publics ou produire des éléments de communication et de marketing pour les convaincre ;
- Requérir la maîtrise d'usage dès la construction du lieu avec la formation du service technique à cette maîtrise.

Enjeu n°2 : La sobriété énergétique dans les salles (et la question des usages) : prioriser nos besoins

Les constats et freins identifiés sont les suivants :

- Difficulté à gérer l'existant (à la fois dans le bâti, mais également dans la maîtrise des énergies via des contrats liés aux collectivités) ;
- Nécessité de réfléchir aux usages des espaces et leur utilisation ;
- Méconnaissance des enjeux écologiques auxquels le secteur est confronté.

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Mieux définir les usages et les cadres de consommations énergétiques sur les projets de construction ou rénovation à venir ;
- Produire des indicateurs concrets sur les consommations énergétiques et leur évaluation pour lutter contre l'opacité sur les prix et négociations parfois défavorables aux structures ;
- Sensibiliser et former les équipes ;
- Créer d'un budget carbone pour engager un changement des pratiques ;
- Segmenter les espaces pour mieux s'adapter aux activités.

Enjeu n°3 : Problèmes techniques et enjeux organisationnels (relation entre les différents pôles d'une équipe, responsabilité, compétences...)

Les constats et freins identifiés sont les suivants :

- Pas de prise en compte des critères d'impact énergétique dans les process de validation de la programmation ;
- Une divergence d'intérêt entre le propriétaire du lieu et l'exploitant ;
- Un manque de formation du personnel ;
- Un manque de données et indicateurs de mesure sur les consommations énergétiques ;
- Difficulté à inclure tous les espaces des lieux dans la réflexion : il ne faut pas se cantonner à l'espace du plateau.

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Sensibilisation et formation des équipes techniques et nécessaire impulsion donnée par la direction ;
- Intégrer la direction technique dans les processus de décision ;
- Construire des référentiels ressources et méthodes d'évaluation des consommations énergétiques ;
- Mutualiser les formations et compétences au sein des équipes.

Ressources :

- La chaîne Youtube de Zébulon Régie
- Le blog de Pascal Lenormand

Comment proposer une alimentation plus raisonnée dans son projet ?

Comment engager la filière des musiques actuelles dans une transition écologique et alimentaire ? Quelle stratégie adapoter pour une diminution de la consommation de produits d'origine animale, pour une réduction du gaspillage alimentaire et pour valoriser des produits respectueux de la santé et de l'environnement ? Comment proposer une cuisine alternative qui permette de (re)découvrir les légumineuses, céréales, légumes et de végétaliser les repas tout en prenant en compte les spécificités des projets et des territoires ? Comment avoir une approche écologiquement moins normative et ainsi éviter les injonctions « vertueuses » qui provoquent parfois des résistances et retardent les changements ?

Avec...

Gilles Daveau
Cuisinier, formateur en cuisine alternative et auteur de *Le Manuel de cuisine alternative*

Xavier Paillat
Responsable développement durable et solidaire aux Trans Musicales (Rennes)

Pauline Ruby
Coordinatrice du festival Terres du Son (Domaine de Candé à Monts)

Animé par...

Maxime Molé
Attaché à l'administration et référent écologie au SMA

Retour au sommaire

Nous avons invité trois intervenant·e·s pour un temps de réflexion autour de différentes questions liées à l'alimentation, notamment pour (ré)interroger nos pratiques et pour proposer des moyens et des solutions afin d'aider les professionnel·le·s du spectacle. Plusieurs axes et thématiques ont donc été abordés pendant ces échanges.

Gilles Daveau est cuisinier-formateur, ancien restaurateur et traiteur bio de 1988 à 2010 en région nantaise. Il a également travaillé sur quelques festivals dans le passé. Depuis 35 ans, il travaille à faire connaitre la cuisine végétarienne. Il accompagne les élu·e·s et les collectivités, et forme les équipes de cuisine dans le cadre de projets d'amélioration et de transition en restauration collective à caractère social. Il anime également des ateliers de cuisine tous publics. Auteur du « Manuel de Cuisine Alternative » et « Manger moins (et mieux) de viande ». Il est à l'origine avec 20 collègues, du tout récent « Mouvement des Cuisines Nourricières ».

Xavier Paillat est responsable développement durable et solidaire des Trans Musicales à Rennes. Auparavant, il était assistant de direction en charge de la certification ISO 20121. Les Trans Musicales est un festival urbain né en 1979 dans une région très agricole. C'est avant tout un lieu de découverte musicale où la liberté des individus est importante dans le projet du festival. En 2006-2007 : il y a eu une tentative de travailler avec un traiteur bio mais ça n'a pas fonctionné, car l'offre était chère et pas assez roborative pour les festivaliers. Entre 2010 et 2017, il y a eu des tentatives incitatives dans le cahier des charges auprès des restaurateurs. Des progrès ont été accomplis sur la gestion des déchets (tri, récupération de ce qui est mangeable). En 2019 : une analyse de toutes les factures d'achats a été faite pour déceler certaines « anomalies ». Exemples : de l'agneau de Nouvelle Zélande, des oignons de Pologne, du poisson d'Indonésie. En 2021 : arrêt de la viande rouge pour le public et les artistes/équipes. Cette décision a été annoncée en conférence de presse. L'information a été bien accueillie, tant côté public que côté artistes et équipes.
En revanche, une tribune de l'interprofession de la boucherie a été rédigée dans un article du Ouest France à l'issue du festival, mais finalement sans plus d'impact. Enfin, la conscience des enjeux énergie/climat au sein de l'association est quelque chose d'assez récent mais qui commence à être intégrée. Il y a un travail en cours pour être plus vertueux : plus de local, plus de produits de saison.

Pauline Ruby est coordinatrice du Festival Terres du Son (Domaine de Candé à Monts – 37). Ce festival est sur un domaine protégé. À la création du festival, il y avait des gobelets réutilisables et des toilettes sèches. Il y a eu ensuite une volonté d'être de plus en plus vertueux au fil des années, et notamment de végétaliser l'offre alimentaire sur le festival. Ils se sont attachés à proposer des menus qui donnent envie, avec des plats consistants pour une réelle sensation de satiété (avec possibilité d'avoir un supplément carné). En plus des scènes, un Eco village gratuit est mis en place avec plusieurs associations et les entreprises du territoire qui travaillent sur le développement durable pour des conférences dans une agora. L'objectif 2022 : « 100% restauration durable » - faire découvrir une cuisine végétalisée et des menus plus variés. Tous les food trucks historiques reviennent et adaptent leur offre et d'autres viennent pour compléter. Le festival s'est associé à un chef étoilé pour montrer que l'on peut bien manger sans viande. Ces démarches restent compliquées à mettre en place même si elles sont bien accueillies par les prestataires. Il peut y avoir certains freins du côté des élu·e·s ou de collectifs de paysans. Le sujet étant délicat, la question se pose sur le fait de communiquer explicitement sur du « sans viande », sachant qu'il n'y a pas le souhait d'aller vers du tout végétal. L'objectif reste de proposer des expériences culinaires différentes et de faire passer des messages pendant 3 jours de festival. Les discussions avec les associations locales de paysans et l'association « Bon pour le climat » sont importantes en ce sens.

Comment engager la filière des musiques actuelles dans une transition écologique et alimentaire ? Quelle stratégie adopter pour valoriser des produits respectueux de la santé et de l'environnement, pour une réduction du gaspillage alimentaire et pour une diminution de la consommation de produits d'origine animale ? Comment proposer une cuisine alternative qui permette de (re)découvrir les légumineuses, céréales, légumes et de végétaliser les repas tout en prenant en compte les spécificités des projets et des territoires ?

Mieux cerner les enjeux liés à l'alimentation

Objectif : réussir à prendre de la hauteur concernant l'offre alimentaire proposée aux publics, aux équipes et aux artistes.

Il y a quatre grands champs qui répondent à des objectifs d'une alimentation bonne et durable :

- Les bons produits : frais, de saison, locaux-endémiques
- Le soin culinaire : équilibré, valorisé, pas de gaspillage
- La diversité : protéines végétales et animales
- Le sens donné au repas : le temps passé, la quantité, les saveurs, le goût, le plaisir, la découverte, le partage et la convivialité

5 phrases importantes / impactantes

- « On mange avec sa culture, pas avec sa raison : ça ne marche pas avec les injonctions »
- « Il y a un grand besoin d'inclusion : les gens qui font tout bien (bio, végétarien, zéro déchet etc.) dans leur chambre sur le Titanic qui coule, on s'en fout ! »
- « Quand on invite quelqu'un et qu'on veut lui donner envie, on ne lui dit pas ce qu'il n'y a pas dans l'assiette »

- « On n'est pas malade de manger de la viande, on est malade de la place qu'elle a prise. À l'inverse, la place des légumineuses a considérablement décru au fil du temps dans l'alimentation » – on peut participer à une éducation. (Selon Greenpeace, nous devrions manger moins de 300g viande/semaine et en moyenne on en mange 1,6kg/semaine)
- « Est-ce qu'on est des ambassadeur·drice·s/ passeurs d'injonction, ou plutôt de découvertes ? Et qu'a-t-on envie de faire découvrir ? »

Quelques conseils

- Privilégier une alimentation locale (avec des produits endémiques, adaptés à l'écosystème local), de saison, végétarienne, biologique
- Viser une certaine qualité et une diversité des aliments et des plats - respectueux de la santé et de l'environnement
- Diversifier les sources de protéines
- Augmenter la consommation de légumes, de légumineuses, de céréales
- Valoriser une viande de meilleure qualité, issue de filières durables (forcément plus coûteuse sauf si on en consomme moins)
- Diminuer la consommation de produits d'origine animale (manger moins et mieux de viande animale)
- Préparer des plats toujours plus savoureux et nutritifs
- Réussir à maintenir son budget nourriture (ou même le baisser dans certains cas)
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Réduire drastiquement les emballages (ex : vaisselle réutilisable)

Comment faire en sorte que notre secteur contribue à une alimentation créative, diversifiée, nutritive et responsable ? Une alimentation écoresponsable et durable dans son projet culturel, qu'est-ce que ça implique ?

Gilles Daveau nous alerte sur la nécessité de ne pas avoir une lecture trop rapide sur le sujet. Le défi pour tou·te·s est de se demander comment, par qui et où a été produit l'aliment que nous cuisinons/ mangeons, et de quelle manière on le cuisine. Une grande partie du public aurait besoin de le découvrir. Souvent les organisateur·rice·s eux·elles-mêmes en auraient besoin.
Concernant l'alimentation carnée, la question n'est pas de savoir si j'ai de la viande ou pas, mais surtout quelle viande (et en quelle quantité). Il faut bien entendu garder cette même logique pour les légumes, les céréales, les légumineuses. Ce n'est pas parce qu'une alimentation est végétarienne qu'elle est forcément durable.

Quelques propositions

- Formuler des objectifs d'amélioration des prestations alimentaire, en lien avec les parties prenantes
  - nécessaire posture de partenariat entre les organisateurs et les restaurateurs
  - l'évolution de la culture de l'alimentation en festival ou en salle ne peut se mener en se contentant de soumettre un cahier des charge
- Se décentrer des approches clichées/réductrices, pour « faire vert »
- Susciter l'envie en soutenant ceux qui bougent localement en agriculture et/ou élevage : la notion de territoire est importante avec des personnes qui peuvent partager leur engagement et leur savoir-faire pour une agriculture durable
- Éviter des sous-entendus injonctifs - Ne pas faire la leçon notamment pour éviter de perdre les gens
- Avoir la volonté de faire vivre une expérience culinaire à nos publics : enjeux de découvertes et d'éducation du public et des personnes qui gravitent autour du projet

Développer la culture culinaire de la même manière que pour le projet artistique et musical ?

Les projets artistiques et culturels mettent en avant la diversité, la créativité et l'ouverture culturelle, pourquoi ne pas faire de même sur l'offre alimentaire ? Il s'agit de définir le rôle pédagogique que peut avoir le secteur culturel sur l'alimentation et quel sens on peut donner à la prestation alimentaire. Car nos lieux peuvent répondre à des enjeux culturels d'évolution des habitudes alimentaires dans l'ensemble de la société.

Quels discours et positionnement mettre en avant ? Comment modifier une norme ?

- Par exemple, faire en sorte que le plat végétarien (de bonne qualité, bon au goût et en quantité) soit le plat de base proposé aux équipes et au public, pendant 3-4 jours sur un festival, ou dans une salle avec éventuellement une version améliorée - plus chère, plus engageante - qui souligne la valeur et la qualité de la viande utilisée et le travail de mutation des éleveurs.
- Définir positivement les offres alimentaires avec par exemple les découvertes proposées (produits, légumineuses, solutions culinaires économiques que des étudiants peuvent refaire simplement, etc.), plutôt que de parler forcement des effets néfastes liés à la production et la consommation d'une certaine alimentation : 15 000 litres d'eau pour produire 1kg de viande, les dangers du glyphosate, etc.
- Besoin d'une formation et d'une culture culinaire

Nous pouvons être des passeurs de culture culinaire. Pour ce faire, il possible de transmettre des notions et une compréhension fine lors d'ateliers en lien avec l'alimentation :

- Rien de mieux que l'expérience culinaire. Pour cela, vous pouvez proposer des assiettes mosaïques : légumineuses, Hoummous, céréale améliorée, tapas épicé, un peu de cru, sans viande ou un peu (une option possible de viande mais positionnée différemment).
- Inviter des personnes pour intervenir sur ces questions de l'alimentation comme Gilles Daveau afin de nous informer/former et mieux comprendre ce sujet avant de pouvoir convaincre nos prestataires catering ou cuisiniers.
- Déconstruire par l'humour les présupposés et croyances communes : Exemple : viande =muscle et énergie (cervelle = intelligence).

Le temps donné aux équipes

Pour permettre de développer une offre alimentaire de qualité, diversifiée et locale, les personnes dédiées (salariés, prestataires) ont besoin de temps notamment pour anticiper les contraintes liées aux achats bio/local (prix), au choix d'un prestataire (cuisinier, producteur, magasin, transport, etc.) au vrac (logistique à prévoir), aux produits sans emballages (logistique de conservation des aliments) ou à la vaisselle lavable (prévoir une solution de nettoyage efficace).

À l'issue d'une première partie dédiée aux témoignages, les participant·e·s sont invités à réfléchir collectivement sur trois thématiques en lien avec l'enjeu de la mobilité des artistes afin d'y déceler des freins et des leviers d'action pour réduire notre impact.

Enjeu n°1 : Mise en place d'une alimentation écoresponsable et durable au sein de son projet - Évolution de la prestation alimentaire sur un festival et une salle

Les freins identifiés sont les suivants :

- Trop peu de temps disponible : on va souvent au plus simple et au plus court, faire de la prospection (du sourcing) sur les produits et producteurs locaux peut être long
- Nécessite un contrôle assidu de la part de l'organisation sur le travail des prestataires et beaucoup de préparation/discussions en

amont et pendant l'exploitation :

- Charge de travail en plus pour l'organisation
- Charge mentale en plus
- Potentielle ingérence sur le travail d'un prestataire

- Problématique de catering quand celui-ci n'est pas régulier : peu de souplesse au niveau des producteurs locaux (jour de commande/ livraison)
- Culture à l'ancienne et faire ce qui est considéré comme plus simple : viande, pâtes/riz. Il existe une vraie demande sur le besoin de viande dans son assiette

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Donner le temps et les moyens à des équipes (chargé·e·s de production, cuisiniers, bénévoles) pour réfléchir à la provenance des produits et pour trouver les fournisseurs
- Un poste dédié dans les structures pour coordonner les projets développement durable, pas uniquement sur la restauration
- Avoir une attention particulière aux conditions dans lesquelles on mange/fabrique les repas
- Redonner du sens à une prestation alimentaire
- Inscrire son offre de restauration au sein d'engagements plus globaux
- Importance de sensibiliser les équipes, que tout le monde sache de quoi on parle
- Travailler des chartes avec les prestataires et des critères clairs
- Sortir de la centralité/facilité avec des enseignes comme Metro et explorer des pistes avec les producteurs locaux, dans une logique de circuit court : pas forcément si compliqué

Enjeu n°2 : Changer la norme (production industrielle, les pesticides, repas carnés, dépendance à la mécanisation, au pétrole) - la posture et les objectifs de la filière

Les freins identifiés sont les suivants :

- La filière biologique est encore fragile
- Nous ne sommes pas certains qu'il y ait suffisamment de prestataires et d'agriculteurs pour développer une alimentation durable
- La résistance culturelle et sociale à l'alimentation sans viande est toujours présente
- La question des déchets (comment utiliser de la vaisselle réutilisable pour certains évènements/ lieux ?). Par rapport à notre consommation, quel impact réel peut avoir notre secteur sur la production alimentaire ?

Les leviers identifiés sont les suivants :

- L'alimentation a une place centrale et un impact très large dans la société. Cela peut être considéré comme un frein mais c'est également un formidable levier
- Veiller à l'information et la formation des équipes, du public, et des partenaires
- Se préparer et s'engager en tant que filière/secteur, tout en prenant en compte les spécificités des projets et des territoires de chacun
  - Faire un plaidoyer SMA/FEDELIMA en direction des pouvoirs publics
  - Accélérer la durabilité du secteur agricole par nos demandes
  - S'associer avec d'autres secteurs
- Avoir un annuaire de référent·e·s/accompagnant·e·s/personnes ressources sur le sujet de la restauration
- Se référer à la charte développement durable des festivals promulguée par le Ministère de la Culture : développer des pratiques plus respectueuses de leurs publics et de leur territoire, dans une dynamique de recherche de pratiques réduisant leur impact sur l'environnement et le climat

Enjeu n°3 : Communiquer sur ces projets en interne et au public, pour une alimentation durable - les enjeux de la communication (public, artistes, territoire...)

Les freins identifiés sont les suivants

- Difficulté de concilier traditions, terroir, patrimoine, économie d'un territoire et visée non-carnée (moins de carbone, moins d'impact environnemental).
- Difficultés rencontrées en raison des résistances culturelles et économiques
- La communication sur le choix de privilégier une nourriture non-carnées auprès des artistes, des équipes, des publics, peut générer des conflits

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Se poser la question : Communique-t-on ou pas ? Il est préférable de ne pas communiquer sur ce qui ne sera pas dans l'assiette
- Sensibiliser les équipes, le public, les partenaires : prévoir des temps de dégustations avec des cuisinier·ère·s
- Mieux formuler le thème de la végétalisation
- Communiquer sur des menus qui donnent envie
- Communiquer sur « des menus plutôt que sur des régimes spécifiques » ou sur une « alimentation durable plutôt que sur du végétarien »
- Cibler les Labels : AB, Feuille Verte, Demeter
- Créer des riders responsables en commun avec les producteurs de spectacle les festivals et les salles

Ressources :

- Site d'Arviva : se restaurer en tournée / mails type pour le catering
- Site de Starter : Onglet alimentation
- *Où va l'agriculture ?* - Ouvrage collectif sous la direction d'Éric Fottorino, coédition avec Le Mouvement des Cuisines Nourricières
- Fiches ADEME : La fiche action Restauration, La fiche action Achats
- L'éco-calculateur des repas

Quelle mobilité pour les artistes : comment moins et mieux se déplacer ?

La mobilité des artistes, quelle qu'elle soit, représente une part non négligeable des gaz à effet de serre produits par le secteur des musiques actuelles. Bien qu'on puisse estimer que les transports aériens ne concernent pas plus de 10% de la programmation d'une salle de concerts, ils représentent à eux-seuls la moitié des émissions totales générées par les transports. Comment améliorer concrètement les déplacements des artistes ? Quelle place pour un « ralentissement » de ces mobilités et un ancrage plus fort des artistes sur les territoires ? Quelles perspectives pour la mutualisation de matériels entre artistes et salles de spectacle dont on estime qu'elle pourrait réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre liés au transport ?

Avec...

Rudy Guilhem-Ducléon
Chargé d'accompagnement des festivals au Collectif des festivals

Delphine Coutant
Artiste

Noé Thoraval
Co-fondateur et programmateur du Sarcus Festival (Château-Monastère de la Corroirie)

Julien Courquin
Directeur artistique / de production Murailles Music (Paris & Nantes)

Animé par...

Célia Berthet
Chargée de missions développement durable et diversité à la FEDELIMA

Retour au sommaire

Rudy Guilhem-Ducléon est chargé d'accompagnement au sein du Collectif des festivals bretons, une association qui rassemble 32 festivals engagés sur la question du développement durable et des solidarités. Il établit un rapide tour d'horizon de l'impact carbone des mobilités des artistes.

Quels risques climatiques pour le secteur ?

Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), il est impératif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, de façon à ne pas dépasser le seuil d'un réchauffement climatique de 2°C, qui impliquerait un bouleversement sans précédent des écosystèmes. Dernièrement, le GIEC a précisé que cette réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) devait se matérialiser par une division par 2 de celles-ci, d'ici 2030. Ainsi, il est impératif que l'ensemble des secteurs se mobilisent afin de réduire leurs émissions de GES au regard des timings qui nous sont imposés. Au sein du secteur artistique, les études de bilan carbone montrent que pour un événement de type festival, la mobilité représente environ 85% des émissions de GES au sein desquelles il faut distinguer les déplacements des publics (75%) des déplacements des artistes (25%).

La méthode du bilan carbone, au-delà de son intérêt d'un point de vue quantitatif intègre un outil d'approche par le risque permettant de quantifier à quel point une activité est exposée au risque défini par la formule suivante :

Risque = vulnérabilité x aléa

La vulnérabilité étant définie comme : « la sensibilité d'une activité à un événement potentiellement dangereux » et l'aléa comme « la probabilité que cet événement potentiellement dangereux arrive ».

Or, un grand festival situé en périphérie consommerait directement ou indirectement 4000 TeqCO2, c'est-à-dire l'équivalent de 300 camions-citernes, ce qui montre une énorme vulnérabilité inhérente à une dépendance aux énergies fossiles. Les deux aléas identifiés ici sont :

- L'augmentation de la taxe carbone : déjà en cours, en 2021, la taxe carbone a augmenté de 140% entre janvier et décembre.
- L'augmentation du coût des énergies fossiles et donc du carburant : déjà en cours, le prix du baril de pétrole peut être multiplié d'un facteur de 2 à 5.

Afin d'éviter ces risques, le secteur des musiques actuelles doit réduire sa dépendance aux énergies fossiles partout où cela est possible, y compris lorsque celle-ci pousse à réinterroger le cœur du projet, comme par exemple une réduction de la jauge. Un rapport du Shift Project a montré que la division par 10 de la jauge d'un événement pouvait diviser par 30 son impact de GES.

Présentation du projet des circuits courts artistiques

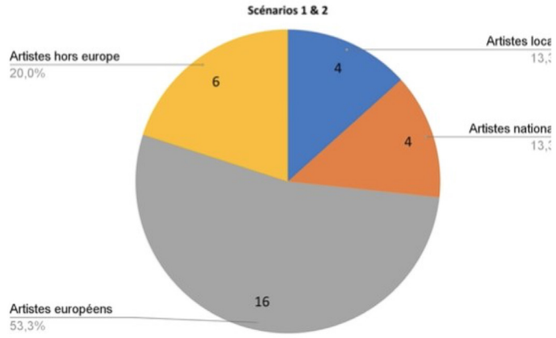
Dans le cadre d'un projet des « circuits courts artistiques », porté par le Collectif des festivals bretons, Technopol et Music Declares Emergency, une micro-étude a été réalisée afin d'estimer et comparer les réductions des émissions de GES au regard de deux leviers identifiés :

- Inciter ou contraindre les artistes à voyager par le biais de mobilités décarbonées
- Favoriser la programmation d'artistes locaux et nationaux

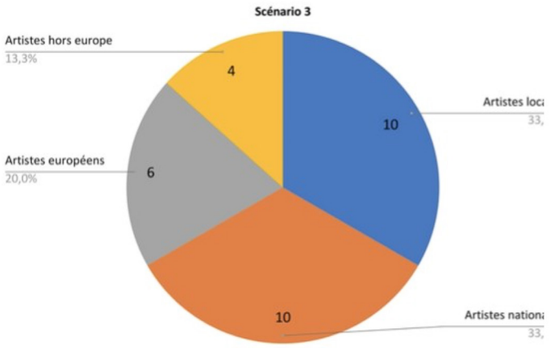
Pour se faire, trois scénarios ont été identifiés :

- **Scénario n°1 :** un festival qui ne fait pas d'effort sur les lieux de départ des artistes programmé·e·s, ni sur les modes de déplacement utilisés.
- **Scénario n°2 :** un festival qui ne fait pas d'effort sur les lieux de départ des artistes programmés, mais uniquement sur les modes de déplacement utilisés.
- **Scénario n°3 :** un festival dit « en circuit court » qui porte une attention sur les lieux de départ des artistes ainsi que leurs modes de déplacement

Pour les trois scénarios, la répartition des artistes au sein de la programmation est envisagée comme suit:



1/4 local et national
3/4 européens et international



1/3 local
1/3 national
1/3 européen et international

NB : comme indiqué ci-dessus, la programmation « en circuit-court » ne signifie pas qu'elle n'inclue que des artistes locaux et nationaux.

En imaginant une variété de lieux de départ, incluant des villes telles que New York, San Francisco, Tel-Aviv ou Tunis (y compris pour le scénario 3, mais pour lequel la programmation bénéficie de la présence des artistes sur le sol français), ainsi qu'une variété de types de transports, cette étude montre que le scénario 2 – qui n'est pourtant pas le plus vertueux – permet de réduire de 25% les émissions de GES du poste « mobilité des artistes ». Le scénario 3, quant à lui, permet de réduire de 83% les émissions de GES par rapport au scénario 1 et de 77% par rapport au scénario 2.

Ce projet démontre ainsi que :

- Les seuls usages des modes de transport décarbonés permettent de réduire de 25% les émissions de GES y compris sur les changements entre les vols long-courriers et les villes d'arrivée (qui ne seraient pas Paris).
- Ces usages ne rallongeraient les temps de trajet que d'1h30 supplémentaire.
- Le scénario des circuits courts artistiques permettrait de diviser ses émissions de GES par 6.

Le projet STARTER a également travaillé à un recueil de bonnes pratiques autour de l'accueil écoresponsable des artistes, y compris sur les questions de mobilité, accessibles sur le site internet dédié.

Julien Courquin est directeur artistique de Murailles music, une agence musicale et de spectacle vivant située entre Nantes et Paris. En 2020, ils travaillent sur un « rider transitionnel » avec pour objectif de changer les pratiques professionnelles autour de l'accueil artiste pour se tourner vers des pratiques plus vertueuses, mais également dans un souci d'uniformiser les demandes de l'ensemble des artistes qu'ils représentent. Ils ont été confrontés à plusieurs freins, le plus important étant la question de la restauration végétarienne, que certain·e·s artistes ont refusé. Il précise que la nature de la relation avec leurs artistes (employeur-employé) ne leur permet pas d'imposer un régime alimentaire, ce qui a conduit à des échanges et compromis permettant l'allègement de l'impact carbone de la restauration. Ainsi, les équipes artistiques et techniques étant d'accord ont eu la possibilité de systématiser la demande de repas végétariens et ceux qui ne l'étaient pas, ont privilégiés les produits, y compris carnés, sourcés en local. Julien Courquin évoque également le boycott de marquantes polluantes et capitalistes telles que Coca-Cola ou l'hébergement chez l'habitant ou à défaut, ceux qui bénéficient d'une charte écoresponsable, afin de réduire l'impact de l'hébergement des artistes. Enfin, l'équipement de gourdes pour l'ensemble des artistes a permis de limiter l'usage de bouteille en plastique à usage unique.

Delphine Coutant est artiste-musicienne. Elle débute en 2003, avec son premier album et cumule son pratique musicale avec une activité de cueilleuse de fleur de sel dans les marais salants de Guérande. Amoureuse de la nature et entourée de passionné·e·s et militant·e·s écologistes, elle se retrouve « écartelée » entre ces deux mondes, ce qui la pousse à renoncer aux tournées internationales qui créent une véritable perte de sens pour elle. Elle commence alors à créer des projets, monter ses propres scènes dans des espaces naturels comme les marais salants. Y naîtra le festival Salé perché qui se tient chaque année au mois de septembre. Elle s'entoure de spécialistes (ornithologue, botaniste) dans le souci de respecter l'environnement qu'elle investit le temps d'un concert, mais également de sensibiliser le public à la préservation des écosystèmes. En parallèle, elle travaille avec la compagnie Le pianO du lac avec laquelle elle tourne tous les étés depuis 7 ans, de plan d'eau en plan d'eau, en effectuant des « sauts de puces ». Ils réalisent 50 concerts dans l'été, pour lesquels tous les artistes sont rémunéré·e·s tout en réduisant leur mobilité au maximum. Elle précise que c'est un modèle perfectible, notamment parce que les compagnies sont véhiculées, mais doit être mis en balance avec l'intérêt d'amener ces projets artistiques dans des lieux parfois très reculés ou auprès de personnes qui évitent les déplacements. Elle évoque l'usage de la scénographie naturelle dans ses projets artistiques comme une source d'inspiration importante, un élément créatif qui la porte.

Concernant son processus créatif, elle explique effectuer des résidences dans plusieurs lieux selon les thématiques abordées par ses projets, elle y joue ensuite des restitutions où elle touche de nombreux publics très différents (exemple : public du Planétarium ou du musée d'Histoire naturelle).

Noé Thoraval est directeur artistique et cofondateur du Sarcus festival aujourd'hui ayant lieu en région Centre, dans un château-monastère au mois de septembre. Le cœur du projet entend connecter les individus, l'art et la nature. Très engagé sur l'écologie, le festival a jusqu'ici uniquement programmé des artistes locaux, qui habitaient sur le territoire français. À la croisée de la musique électronique, du théâtre, de la danse ou encore de la poésie, Sarcus festival a accueilli plus de 600 artistes. Ce positionnement a permis au festival de se développer au plus près de petits collectifs et artistes où les connexions nombreuses, ont perduré. Cette année, pour la 7ème édition, ils ont décidé d'ouvrir la programmation aux artistes internationaux.

Afin de respecter leurs convictions écologiques, inscrites au cœur du projet, ils ont décidé de réaliser une programmation « 0% avion » et ainsi d'imposer les mobilités douces aux 90 artistes programmés (dont certain·e·s venants de Berlin, Londres, Bristol…). Leur positionnement ferme a permis à Noé Thoraval d'observer plusieurs types de réactions de ses interlocuteur·trice·s. Certain·e·s artistes « tête d'affiche » basé·e·s à Berlin ont immédiatement acceptés de voyager 24h durant, en train. La plupart étaient enthousiastes et partageaient les convictions écologiques sous-jacentes. Plus surprenant, il a été confronté à la résistance de la part de certains tourneurs d'artistes résidants en France, artistes qui eux-mêmes étaient finalement d'accord pour voyager en train lorsqu'ils ont été directement contactés sans intermédiaire. Il indique qu'il y a eu un véritable travail de sensibilisation réalisé auprès des diffuseurs, d'autant que les transports en avion ne sont pas toujours « plus pratiques » puisqu'ils imposent des trajets annexes pour rejoindre chaque aéroport par exemple.

Repenser les échelles de diffusion

Au sein de Murailles, les déplacements des artistes sont réfléchis en fonction du nombre de dates possibles, en essayant de travailler en coopération avec les scènes conventionnées, les associations ou par le biais d'actions culturelles qui s'ajoutent à la date prévue. Un tiers de leurs concerts se tiennent au sein du milieu associatif, davantage intéressants en termes de développement des artistes qu'en termes purement économiques. Julien Courquelin mentionne l'urgence de modifier les échelles de diffusion. Selon lui, il faut cesser de penser le développement artistique à l'aune de la croissance du nombre de spectateurs et revaloriser les petites jauges. Il évoque également les difficultés liées aux clauses d'exclusivité incohérentes au regard des différents publics touchés en fonction des lieux de diffusion.

Un représentant du réseau Zone Franche mentionne ainsi une préconisation issue des mini-conventions climat partagées lors de la plénière : le soutien institutionnel et financier aux festivals de petites jauges qui œuvrent concrètement pour une réduction de leur empreinte carbone.

Réinterroger les indicateurs de la création artistique

Julien Courquin aborde la question des indicateurs utilisés dans les échanges avec les pouvoirs publics. Selon lui, les temps de création et de résidence sont trop peu considérés par rapport aux indicateurs de temps de diffusion, de nombre de spectateurs, etc. Grâce à sa double casquette de diffuseur et producteur, Murailles Music souhaite inverser les « normes » actuelles (un jour de création pour trois jours de diffusion) avec pour objectif d'atteindre autant de jours de création que de diffusion. Cette question soulève celle du modèle économique : comment finance-t-on les créations ? Selon Julien Courquin, les politiques culturelles ont un rôle à jouer dans la redéfinition des critères d'appréciation des projets artistiques.

Revaloriser les carrières artistiques locales

Delphine Coutant partage qu'il est nécessaire de changer le regard porté sur les artistes locaux, souvent perçus comme étant en échec à l'inverse des carrières internationales étant entrevues comme un objectif. Elle évoque les échanges passionnants que son métier et sa façon de l'exercer lui permettent, notamment dans le lien avec les publics, ainsi que la richesse des possibilités de création artistique qui s'ouvre à elle. Enfin, elle précise que son activité a un modèle économique qui est viable et porteur de sens.
Julien Courquin rebondit à ce sujet sur l'usage du mot « carrière » qui semble empêcher l'effort de réflexion au niveau du développement durable, notamment avec l'idée fortement ancrée de vouloir développer l'export des projets artistiques. Il pointe ainsi la nécessaire déconstruction de l'idée de « carrière » rattachée à la course au public toujours plus grande.
Un participant témoigne de l'intérêt de déconstruire la notion de réussite des artistes qui crée des modèles identificatoires uniques (surenchère des jauges, du matériel, des équipes et des déplacements). Il y a un besoin de valoriser, légitimer des modèles alternatifs de réussite qui passe notamment par une réflexion sur les modèles de diffusion pour réenchanter la façon dont un artiste peut travailler avec des publics et trouver de nouveaux espaces pour pouvoir le faire.

Le surcoût d'une programmation 0% avion

Noé Thoraval précise qu'une programmation « 0% avion » implique un surcoût, d'une part car les billets de train coûtent globalement plus chers que les trajets en avion proposés par les compagnies low cost, et d'autre part car la durée des trajets peut occasionner une nuit d'hôtel supplémentaire. Ces surcoûts sont à contrebalancer avec les coûts annexes inhérents aux voyages en avion (trajets annexes précédemment évoqués, coûts supplémentaires pour les bagages, etc.).

Questions et témoignages des participant·e·s

La mobilité des artistes est fréquemment montrée du doigt, mais quid de la mobilité des professionnel·le·s, notamment les programmateur·trice·s ?

Noé Thoraval indique s'imposer également la contrainte de voyager en train dans ses déplacements professionnels. Une personne de Zone Franche explique que c'est une question largement partagée par les programmateur·trice·s des musiques du monde. À l'issue des mini-conventions climat, une des propositions était la réduction des visas courts au profit de visas longs séjours. En effet, actuellement, les artistes internationaux peuvent être contraints d'effectuer des allers-retours en avion à cause d'une attribution quasiment systématique de visas courts. Cette pratique, en plus d'empêcher des tournées cohérentes, peut nuire aux opportunités de résidences de création à l'étranger.

Il semble y avoir un enjeu sur le transport de matériel notamment pour certaines esthétiques musicales, comment y intégrer ces enjeux de mobilité ?

Rudy Ducléon-Guilhem indique que la méthode bilan carbone propose deux modes de calcul du déplacement des artistes :

- Séparer les mouvements de matériel dans une partie appelée « fret »
- Intégrer les déplacements de matériel dans la partie appelée « mobilité des artistes »

La question du transport du matériel nous pousse à réfléchir à la notion de sobriété, notamment des fiches techniques qui peuvent être un lieu de surenchère technique.

Un participant indique travailler avec des artistes qui voyagent avec des instruments au-delà des normes indiquées dans les conditions SNCF. Malgré de longs dialogues auprès de la SNCF, les artistes n'ont pu voyager en train.

David Caroll fait partie du collectif Slowfest qui organise des tournées à vélo et à cheval. Ils font partie d'un réseau de structures et d'artistes qui fonctionnent en mobilité douce. En 2021, ils ont réalisé un bilan carbone qui a montré une diminution de 75% à 30% des émissions de GES, en modifiant la mobilité des équipes artistiques et techniques. Les mobilités douces semblent une belle réponse à cette idée de réenchantement, de récit positif de la décroissance. Le fait de tourner en roulotte créée déjà un dialogue avec le public, avant même le début du spectacle et interroge sur l'idée de « faire autrement ». Pour répondre à l'enjeu d'« usure des publics » que peuvent susciter les tournées très locales, le collectif Slowfest souhaite structurer des circuits de tournées en mobilité douce par région, avec un souci d' « inter-repérabilité » et de mutualisation du matériel à disposition afin d'alléger les équipes en tournée.

À l'issue d'une première partie dédiée aux témoignages, les participant·e·s sont invité·e·s à réfléchir collectivement sur trois thématiques en lien avec l'enjeu de la mobilité des artistes afin d'y déceler des freins et des leviers d'action pour réduire notre impact.

Enjeu n°1 : gestion du matériel technique / scénique pour une tournée plus vertueuse

Les freins identifiés sont les suivants :

- Une surenchère technique permanente qui concerne la scénographie, le matériel et les moyens techniques des concerts
- La problématique des jauges importantes qui supposent des déplacements des publics toujours plus éloignés.

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Réfléchir aux enjeux de mutualisation en intégrant les équipes techniques à la réflexion
- Pôles d'achat au niveau local (communautés de communes)
- Sobriété et relocalisation des équipes techniques : avoir des équipes techniques endémiques sur les territoires et pour limiter les déplacements aux régisseurs son et lumière. Privilégier l'expertise technique locale également comme enjeu de formation.
- Ralentir les activités et rapprocher les artistes des publics : redonner du sens aux métiers du secteur culturel

Enjeu n°2 : Pratiques de tournées écoresponsables et dialogues interprofessionnels

Les freins identifiés sont les suivants :

- Aucune visibilité sur le matériel technique à disposition, manque de communication entre les équipes techniques accueillantes et les équipes des entreprises de production.
- Clauses d'exclusivité abusives notamment lorsqu'elles concernent des artistes en développement.

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Informer les entreprises de production du matériel à disposition dans chaque salle dans un souci de cohérence et d'efficacité des tournées
- Mise en place de coopératives de matériel à l'échelle des régions pilotées par les pouvoirs publics pour favoriser la mutualisation
- Sensibiliser le public par une transparence du fonctionnement de la filière : accès aux empreintes carbone des activités
- Rallonger le temps de présence des artistes sur les territoires (actions culturelles, projets avec établissements sociaux…)
- Dépasser la relation achat/vente de spectacles : produire une charte encadrant l'usage de la clause d'exclusivité basés sur des critères objectifs (rapport kilométrique/jauge) plutôt que des critères subjectifs (renommée de l'artiste)
- Produire un rider écoresponsable commun à l'échelle des adhérents FEDELIMA/SMA
- Inclure un budget carbone dans les programmations

Enjeu n°3 : Les mobilités des équipes artistiques

Les freins identifiés sont les suivants :

- Surcoût lié aux déplacements écoresponsables d'artistes, parfois en développement dont les tournées sont d'ores et déjà à perte pour les entreprises de production
- Injonctions et contraintes extérieures : clauses d'exclusivité, modèles de carrière à rayonnement international

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Entamer un dialogue avec les artistes, soit de façon pédagogique, soit dans un rapport de force pour limiter les déplacements carbonés (possibilité de s'appuyer sur un budget carbone)
- Sensibiliser le public en s'appuyant sur les artistes et leurs engagements écoresponsables

La mobilité des publics : quels leviers d'action pour quels territoires ?

Selon un récent rapport de *The Shift Project*, la culture et les loisirs représentent la troisième cause de mobilité des Français, derrière le travail et les achats. Les moyens de transport les plus utilisés par les publics dépendent d'une multitude de facteurs : la localisation géographique de l'événement, son rayonnement, l'accès à des transports en commun (bus, car, TER…). La mobilité des publics est un des postes d'émissions de CO2 les plus importants dans l'organisation de concerts mais également l'un des défis les plus difficiles à relever. Comment répondre au plus près des besoins de ses publics tout en réduisant l'impact carbone de leurs déplacements ? Quelles initiatives mettre en place pour favoriser les mobilités douces ? Comment instaurer un dialogue avec les partenaires locaux de la mobilité ?

Avec…

Clémence Bruggeman
Secretaire generale liée au développement et aux projets à l'Aéronef (Lille)

Noé Thoraval
Co-fondateur et programmateur du Sarcus Festival (Château-Monastère de la Corroirie)

Nina Agenor
Chargée de vie coopérative et des partenariats à Mobicoop, coopérative qui promeut les mobilités partagées

Animé par…

Cyril Delfosse
Co-fondateur du Bureau des Acclimatations

Retour au sommaire

Cyril Delfosse est co-fondateur du Bureau des acclimatations, une structure qui accompagne les acteurs du secteur culturel à la transition écologique. Il dresse un rapide état des lieux de l'impact écologique de la mobilité des publics.

Quel impact écologique des mobilités des publics ?

Aujourd'hui, la « culture et les loisirs » représentent la 3e cause de mobilité des Français·e·s derrière le fait « d'aller faire ses courses » et « d'aller travailler », c'est également la première cause de mobilité longue. Pourtant, la durée moyenne de mobilité quotidienne a peu évolué depuis plusieurs dizaines d'années : chaque jour, une heure de notre temps est dédiée au déplacement. L'évolution des mobilités se situe davantage sur la distance parcourue notamment par le biais des évolutions technologiques fonctionnant à 90% avec des énergies fossiles telles que le pétrole. Ainsi, le transport représente aujourd'hui 30% des émissions de gaz à effet de serre (GES) totales dont 15% polarisés par le seul usage de la voiture. Il s'agit également du seul secteur n'ayant pas diminué ses émissions depuis les années 1990.

Au sein du secteur culturel, la mobilité est intrinsèque aux activités culturelles puisqu'elles permettent la rencontre entre les artistes, le projet artistique et les publics répondant à des enjeux d'inclusion sociale et d'accessibilité. L'analyse de plusieurs lieux et festivals a permis d'identifier la mobilité des publics comme particulièrement importante dans les émissions de GES et notamment dans les modes de transports utilisés : le déplacement en avion de 3% de la jauge d'un festival représente 60% de l'impact de la mobilité là où 40% des festivaliers venus en transports en commun ne représenteront qu'1% des émissions.

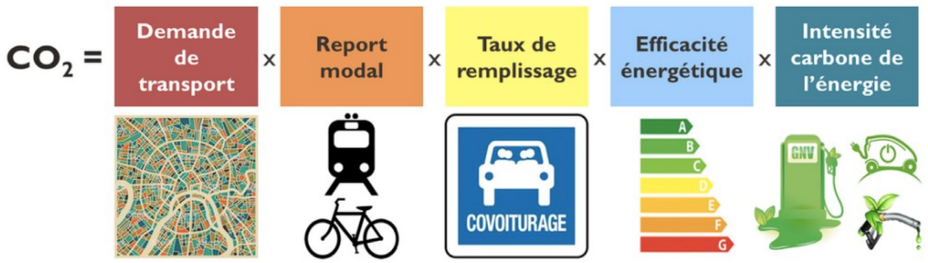
Les engagements en faveur d'une réduction des émissions de GES posent un enjeu climatique central : la responsabilité de notre secteur qui dépend fortement des modes de transport. Si les ressources énergétiques diminuent, les loisirs et la culture feront les frais des arbitrages individuels de chacun·e·quant à leurs déplacements. Il est donc nécessaire d'anticiper ces enjeux dans un souci de résilience du secteur. Enfin, les projets culturels portent une responsabilité quant à l'écriture de nouveaux récits et de sensibilisation du public aux enjeux climatiques. Certains projets qui intègrent pleinement ces enjeux permettent ainsi de porter une nouvelle vision de « comment faire culture ensemble demain ? ».

Le niveau de carbone émis par les modes de transport est lié à 5 facteurs :

- La **demande de transport** : il s'agit ici de la question de la distance parcourue
- Le **report modal** : c'est-à-dire le choix du mode de transport qui va être fait
- Le **taux de remplissage :** il s'agit du nombre de personnes qui vont utiliser le transport choisi
- L'**efficacité énergétique :** c'est-à-dire le choix de l'énergie qui va être fait
- L'**intensité carbone :** c'est-à-dire l'impact de l'énergie qui a été choisie

À l'échelle du secteur des musiques actuelles, les questions d'efficacité énergétique et d'intensité carbone ne sont pas des leviers accessibles. En revanche, les structures culturelles ont une capacité d'agir sur les trois premiers facteurs :

- Sur la question de la demande de transport, cela renvoie à la question du dimensionnement des événements : combien de personnes vont se déplacer ? Sur quel trajet ? Ce qui peut nécessiter de redéfinir le projet et sa taille.
- Sur le report modal, les structures culturelles ne peuvent pas choisir à la place des publics cependant, elles peuvent sensibiliser et informer sur les choix les moins carbonés.
- Enfin, sur la question du taux de remplissage se joue la question du covoiturage, par exemple, qui sera abordée lors l'intervention de Nina Agénor de Mobicoop.



La Fresque de la mobilité culturelle, inspirée de la Fresque du Climat, est un outil de sensibilisation aux enjeux de mobilité, précisément dans le secteur culturel, plus d'infos ici :

https://fresquedelamobilite.org

Clémence Bruggeman est secrétaire générale liée au développement et aux projets de l'Aéronef, une salle de concert située dans l'hypercentre de la ville de Lille. Desservie par de très nombreux transports en commun, l'association a dans un premier temps mis de côté la question de la mobilité des publics jusqu'à la réalisation d'un bilan carbone qui leur a permis de constater en 2018 que **38% de leur public se déplaçait en voiture individuelle** et que **le poste de transport représentait 62% des émissions** de GES totales.

Après la réalisation d'une enquête auprès des publics, quelques précisions se dessinent quant à cet usage de la voiture qui reste identifiée comme :

- Un espace confortable, ce qui peut s'avérer important lors d'un déplacement en soirée voire nocturne ;
- Un lieu sûr indiquant ici un réel enjeu autour du sentiment d'insécurité lors des déplacements en soirée ;
- Un moyen de transport flexible et fiable répondant à la crainte de l'incertitude de l'offre retour en transports en commun ou d'être contraint·e à l'attente ;
- Un moyen de transport coûtant moins cher : bien que la crise actuelle nous montre la fragilité de cet argument, l'usage des transports en commun et son coût immédiat donne l'impression de coûter plus cher que la voiture dont le coût reporté est souvent oublié ;

Le parti pris de l'Aéronef a donc été d'imaginer des incitations financières et non financières autour des questions de mobilité avec pour objectif :

- Sensibiliser à la mobilité douce, active et solidaire ;
- Changer durablement les comportements concernant la mobilité des publics ;
- Réduire les émissions de GES liées à l'activité de concerts ;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air sur la Métropole Lilloise ;
- Inspirer d'autres établissements à faire de même.

L'Aéronef a donc engagé des espaces de discussion avec les publics lors de soirs de concert afin de les informer de l'impact de leur mobilité, de les sensibiliser aux enjeux liés à la qualité de l'air, mais aussi de leurs indiquer les offres de mobilité existantes permettant de se rendre à la salle. Ainsi, l'Aéronef propose plusieurs offres de mobilité :

- **La prise en charge des titres de transports en commun** : sur présentation du titre « aller » crédité, une carte prépayée contenant deux trajets correspondant à un aller-retour leur est remis. Cette offre répond aux freins économiques qui peuvent exister pour certain·e et permet de valoriser les offres de « parking relais » pour celles et ceux qui viennent de plus loin.
- **La création d'une plateforme de promotion des co-mobilités** : cet espace dédié au copiétonnage et au covoiturage est imaginé pour permettre une mise en relation de personnes ayant partagé le même concert ce qui peut participer à lever les freins dus à la peur du trajet avec « un·e inconnu·e ».
- **Des solutions pour soutenir l'usage du vélo :** l'information quant à des solutions de stationnement sécurisées, une réduction pour une réparation de son vélo chez un atelier partenaire jusqu'à une semaine avant et après la date du concert sur présentation du ticket et enfin la gratuité au vestiaire pour les équipements vélos ont été mis en place.

L'ensemble de ces offres sont rassemblées sur la plateforme Aéro Easy Go qui sera bientôt intégrée au site internet principal.

Clémence Bruggeman nous partage également l'expérimentation d'une marche exploratoire de femmes aux abords de l'Aéronef de façon à identifier des freins et à élaborer un plan d'action pour lutter contre le sentiment d'insécurité. En effet, plusieurs éléments ont été identifiés au cours de l'actualisation de l'étude des publics que l'Aéronef avait réalisé auparavant :

- La voiture est choisie par facilité et simplicité, mais également perçue comme une contrainte par celles et ceux qui viennent de plus loin ;
- Les voitures restent majoritairement occupées par deux personnes, il y a donc des améliorations possibles sur le covoiturage.

Selon Clémence Bruggeman, un tel projet de plateforme doit être défendu et auprès des publics par le biais d'une sensibilisation pour créer une communauté d'usager·e·s responsables. Pour ce faire, l'équipe de l'Aéronef envisage de s'appuyer sur les abonné·e·s de la salle car le changement des habitudes de mobilité des spectateur·trice·s va nécessiter une longue sensibilisation et un accompagnement important.

La question des financements et partenariats

Ce projet a été soutenu par certains partenaires publics et des partenaires privés tels que des fondations. Pourtant, certains acteurs publics dont les compétences concernent les transports ont manqué à l'appel sur le projet Aéro Easy Go. Concernant les partenariats avec les sociétés de transport, les dialogues ne sont pas aisés car certaines conventions passées entre elles et les pouvoirs publics rigidifient leur possibilité de mettre en place des tarifs préférentiels et de nouveaux partenariats. L'Aéronef a finalement réussi à obtenir des expérimentations de navettes les soirs de concert, etc., en revanche aucun compromis n'a encore été trouvé d'un point de vue commercial et tarifaire.

Noé Thoraval est directeur artistique et cofondateur du Sarcus festival situé au Sud-Est de Tour, en zone rurale. Aucun bus ou train ne dessert le site du festival accueillant 2 200 personnes par jours. Ils ont alors travaillé la question de la mobilité à plusieurs endroits :

- Proposition d'un **pass 3 jours unique** afin d'éviter les mobilités chaque jour des festivaliers et de les inviter à une expérience complète ;
- Mise en vente de **pack de 4 pass festival** bénéficiant d'une réduction de 10% pour favoriser le regroupement des personnes en termes de mobilité. Cette pratique favorise le covoiturage et les voitures pleines ;
- Mise en place de navette depuis les gares alentour permettant aux festivaliers de pouvoir se déplacer en 100% mobilités douces ;
- Mise en place de **navette** depuis les gares alentour permettant aux festivaliers de pouvoir se déplacer en 100% mobilités douces ;
- **Association des artistes programmés dans la communication autour de l'usage des mobilités douces :** aucun artiste programmé n'ayant pris l'avion, le Sarcus festival a souhaité communiquer, par le biais de ces artistes, sur l'importance de favoriser les mobilités douces et déconstruire l'image des trajets luxueux des stars en avion. Il s'agit ici d'utiliser l'influence des artistes pour sensibiliser les publics à ces sujets.

Noé Thoraval explique qu'ils avaient envisagé la réservation d'une rame entière de TGV qu'ils auraient pu investir pleinement (décoration, bar, DJ set, animation), une façon d'inclure le trajet dans l'expérience des festivaliers et encourager l'usage des transports en commun. Or, comme mentionné plus tôt, les négociations tarifaires n'ont pas abouti à une proposition intéressante obligeant l'équipe à envisager une offre de cars depuis les grandes villes de France et au-delà (Londres, Bristol, Bruxelles, Berlin…) de façon à éviter l'usage de l'avion par les publics, étant donné l'ouverture, cette année, de la programmation à l'international.

Nina Agénor est chargée de la vie coopérative et des partenariats à Mobicoop, société coopérative d'intérêt collectif qui promeut les mobilités partagées. La diminution du nombre de véhicules en circulation et l'accessibilité de la mobilité à tou·te·s sont leurs deux objectifs principaux. Mobicoop propose à la fois des outils libres et gratuits favorisant l'usage des mobilités douces (covoiturage, autostop, transport solidaire, mais également des services tels que l'accompagnement et l'animation des structures dans leur démarche de réduction de l'impact des mobilités.
Nina Agénor évoque Rézo Pouce, un réseau qui encourage à l'autostop et notamment à l'organisation des trajets pour favoriser le covoiturage. Mobicoop propose la possibilité de créer un événement sur la plateforme de covoiturage par le biais d'un widget pour permettre aux spectateur·trice·s d'accéder directement aux propositions de covoiturage, depuis le site de l'évènement. Des fonctionnalités supplémentaires payantes peuvent être ajoutées pour créer une « communauté », donnant accès à des outils de gestion des trajets, des statistiques ou d'emailings.

Mais comme « *l'innovation technologique sans innovation sociale, ce n'est pas suffisant* », Mobicoop propose également un kit de communication afin d'insister sur l'importance de la communication et de la sensibilisation à propos de l'enjeu des mobilités. Cette sensibilisation se traduit également par le biais de stand ou d'animations qui peuvent être réalisées (comme des baptêmes ou des courses d'autostop, par exemple). En effet, la peur de l'autre semble être le premier frein au covoiturage. Pour y répondre, Mobicoop propose de mettre en place un esprit de « communauté » dans laquelle se mé-

langent habitués du covoiturage et personnes réticentes de façon à diminuer les freins par la rencontre et l'échange. Enfin, **d'autres incitations peuvent avoir un effet bénéfique** sur la prise en compte des enjeux liés à la mobilité : **réserver des places pour le covoiturage à l'entrée de l'événement, offrir une boisson pour un trajet en covoiturage effectué, etc.** Nina Agénor nous partage enfin un dernier conseil pour favoriser la pratique du covoiturage : lorsque le covoiturage est proposé sur un site dédié, il est important d'indiquer de premiers trajets, pour encourager celles et ceux qui se connecteront à faire de même. Pour cela, il est intéressant de mobiliser les équipes, mais aussi les bénévoles, qui ainsi montreront l'exemple.

Échanges avec le public - la question de la mobilité en milieu rural

Une personne témoigne de la difficulté de travailler ces enjeux en milieu rural, et notamment lorsque l'activité se tient sur plusieurs sites. Nina Agénor indique qu'à ces endroits-là, il est important que les pouvoirs publics se saisissent de ces enjeux, tout comme les associations sur place, les centres d'actions sociales ou les services publics qui doivent être les relais de solutions de mobilité telles que le covoiturage ou l'autostop. Elle évoque leur démarche de « transport solidaire » afin de permettre à des personnes fragiles face à la mobilité, de pouvoir y avoir accès (jeunes non mobiles, personnes âgées, personnes en situation de handicap). À ce titre, Mobicoop travaille avec les relais sociaux pour permettre, ne serait-ce qu'à certaines personnes en situation de fracture numérique, de pouvoir s'inscrire sur le site internet.

L'importance de l'expérimentation longue durée

Cyril Delfosse rappelle que les changements d'habitudes et de pratiques face aux mobilités vont s'inscrire dans la durée et l'expérimentation, ce qui suppose des échecs, mais nécessite de la persévérance, notamment de la part des pouvoirs publics.

Le dialogue difficile avec les sociétés de transport

Une personne témoigne de la difficulté des négociations entreprises avec les sociétés de transport qui opposent des ratios globaux de déplacements des publics parfois incohérents avec la réalité ou encore un cadre légal inhérent à la délégation de service public qui ne permet pas l'expérimentation de nouvelles lignes/trajets.
Une autre personne complète ce témoignage en soulignant qu'un dialogue s'est ouvert suite à la renégociation de la délégation de service public durant laquelle ils ont pu obtenir un certain « quota » de transports en nombre de km par année qui leur permet d'organiser des navettes gratuites à la fin des concerts. Ils ont ainsi gagné en flexibilité par rapport au cadre donné par la délégation de service public.

À l'issue d'une première partie dédiée aux témoignages, les participant·e·s sont invités à réfléchir collectivement sur trois thématiques en lien avec l'enjeu de la mobilité des artistes afin d'y déceler des freins et des leviers d'action pour réduire notre impact.

Enjeu n°1 : mobilités douces et dialogue avec son public

Les constats identifiés sont les suivants :

- Le covoiturage n'est pas envisagé comme un outil commun, car il suscite crainte et appréhension
- Les navettes ne sont pas utilisées pleinement, car elles ne rentrent pas dans les habitudes de chacun·e·s

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Réenchanter le trajet : intégrer le trajet dans l'expérience singulière pour se rendre sur le lieu. Exemple : concert d'ouverture dédié à celles et ceux qui prennent la navette.
- Communiquer par le biais des artistes : ils peuvent proposer et visibiliser les alternatives à la mobilité dans un but incitatif.
- S'appuyer sur la communauté de bénévoles et abonnés pour embarquer le public dans le changement de ses pratiques et habitudes de mobilité
- Se laisser le temps d'expérimenter, de questionner et de rebondir sur ce qui fonctionne bien ou moins bien.
- Afficher distinctement dans la salle les impacts chiffrés des différentes mobilités à leur disposition afin de les sensibiliser aux enjeux écologiques, mais aussi économiques (prix moyen du trajet en voiture versus prix du trajet en transports en commun)

Enjeu n°2 : mobilité et dialogue avec les partenaires publics et les sociétés de transport

Les constats identifiés sont :

- Une inadéquation de l'offre de transport en commun avec les horaires des structures de diffusion voire une offre inexistante pour les lieux en milieux ruraux
- Une compétence « transport » divisée entre une multitude d'acteurs territoriaux ce qui engendre une difficulté pour identifier les partenaires et entamer un dialogue constructif
- La mobilité recouvre un enjeu important d'accessibilité et de diversification des pratiques culturelles, notamment dans certains territoires excentrés.
- Les interconnexions entre les territoires peuvent être un frein : certaines offres peuvent s'arrêter à une frontière, de façon incohérente avec les pratiques de mobilité effectives sur les territoires

Les leviers identifiés sont :

- Produire de la donnée précise sur la mobilité des publics et engager des dialogues avec les réseaux ferroviaires et la SNCF.
- L'importance d'une mobilité commune en coopération de différents acteurs pour défendre ces enjeux auprès des pouvoirs publics. Idée de faire réseau à une échelle locale sur ces enjeux.
- L'importance de relations partenariales longues : les nouvelles lignes ou itinéraires créés ne seront peut-être pas immédiatement rentables. Il faut ainsi instaurer une relation de confiance sur le long terme avec les sociétés de transport et partenaires publics.
- L'organisation des transports est essentielle pour continuer à promouvoir une offre culturelle intéressante pour tou·te·s, si ces enjeux ne sont pas traités, un phénomène de centralisation dans des territoires précis paraît apparaître sous la pression écologique.
- Vendre des packs de pass pour encourager les personnes à s'organiser entre elles, notamment sur les questions de transport.
- Imaginer des campagnes de publicité ludiques à l'échelle nationale pour sensibiliser sur les questions de mobilité des publics.

Enjeu n°3 : Adapter son projet pour optimiser les déplacements du public

Les constats identifiés sont les suivants :

- La programmation peut influencer la distance parcourue par les publics : si une esthétique de niche est programmée, il y a un risque que le public vienne de loin ou que la salle soit vide.
- Les modèles de réussite dans la programmation d'une salle peuvent conduire à souhaiter des artistes qui ont de la notoriété, ce qui va permettre à la salle de rayonner sur son territoire et au-delà.

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Proposer plusieurs expériences esthétiques différentes, que les concerts fassent partie d'une expérience globale qui permet de ramener plus de personnes différentes en local.
- Interroger le rayonnement comme objectif principal de la salle : privilégier les objectifs globaux de droits culturels ou d'inscription sur le territoire et auprès des habitant·e·s.
- Proposer des temps éclatés sur le territoire, pour ne pas attirer un large public à soi, mais favoriser les petits déplacements. Travailler avec des formes artistiques et des artistes qui peuvent composer des spectacles et concerts qui intègrent ces enjeux-là.
- Adapter ses horaires d'activité à l'offre de transport et à tous les publics, y compris ceux qui ne se déplacent pas le soir (retraités, travailleur·euse·s habitants loin…)
- Interroger les ambitions de développement pour les festivals : réinventer un modèle de réussite qui ne se base pas sur un agrandissement des jauges, lieux et nombre de scènes.

Réduire les impacts environnementaux du numérique au sein des musiques actuelles : quels enjeux ?

L'augmentation de l'empreinte environnementale du numérique est préoccupante. La prise de conscience de son impact est certes réelle, mais le futur proche ne semble pas tendre vers la sobriété numérique que ce soit dans les systèmes d'usage privé ou dans nos activités professionnelles. Le développement de nouveaux formats de diffusion (livestream ou spectacle en réalité augmentée) dans le spectacle vivant semble s'accélérer et la course aux nouvelles technologies toujours aussi effrénée. Comment prendre en considération ces constats et imaginer un usage raisonné et vertueux des outils numériques dans les créations artistiques ?

Avec...

Cécile Reigneaud
Chargée d'administration et de production d'Electroni[k] (Rennes)

David Carroll
Directeur artistique de Slowfest (Bordeaux)

Baptiste Vadon
Directeur de la communication à La Gaîté Lyrique (Paris)

Animé par...

Anne Le Gall
Présidente & cofondatrice du TMNlab et directrice des publics à La Gaîté Lyrique (Paris)

Retour au sommaire

Anne Legall est directrice des publics à la Gaîté Lyrique mais également présidente et co-fondatrice du TMN Lab, un réseau regroupant les lieux de spectacle vivant qui s'interrogent sur l'impact de la transition numérique sur les lieux et métiers du secteur. Elle assure l'animation de ce temps d'échange et évoque en guise d'introduction quelques constats sur l'impact environnemental du numérique.

Le numérique, quels impacts environnementaux ?

Selon The Shift Project, l'impact du numérique représenterait 4% de la pollution carbone globale, soit davantage que le transport aérien civil. Liés à un usage exponentiel des outils numériques, ces résultats sont davantage dus à la fabrication et à la production des équipements numériques nécessitant des matériaux rares dont l'extraction est principalement réalisée dans des conditions humaines non éthiques. Au regard des limites des ressources naturelles existantes et de la consommation actuellement imposée qui en est fait, il ne resterait que 30 années avant l'épuisement de ces ressources. L'épuisement de certains matériaux rares pourrait même survenir d'ici 8 à 10 ans.

Dans un état des lieux du numérique dans le spectacle vivant réalisé en 2021 par le TMN Lab, parmi les structures interrogées sur leurs pratiques d'achat en reconditionné, seulement un tiers des structures avait commencé à réfléchir à ces questions, ce qui signifique que 2/3 d'entre elles n'y avaient pas du tout songé. Sur la gestion des D3E (des petits composants électroniques et électriques, également appelés DEEE), 58% des répondant·e·s disaient avoir amorcé une réflexion sur leur recyclage. Enfin, 49% des structures interrogées avaient démarré une politique de sélection d'outils et de services moins impactants. Or, la plupart de ces structures ont amorcé une réflexion autour d'une charte d'information, ce qui montre qu'il reste de nombreuses réflexions à mener autour de ces sujets. Ce sujet a des conséquences sur les équipes, notamment dans le cas du droit à la déconnexion ou encore des questions de charge mentale liée aux transformations numériques. Selon cette étude, 60% des structures évoquaient ces enjeux au sein de leurs structures.

Il existe également un enjeu autour des indicateurs et critères à utiliser pour évaluer notre impact : *le bilan carbone est-il l'outil à privilégier ? Qu'en est-il de la question des ressources naturelles utilisées ?*

Comment ces enjeux ont-ils émergé au sein des structures des participant·e·s ?

Cécile Reignaud est chargée d'administration et de production au sein de l'association Electroni[k] à Rennes, qui porte notamment le festival Maintenant qui chemine entre arts, musiques et nouvelles technologies. Après avoir amorcé des initiatives responsables informelles au sein de la structure, l'équipe décide d'amorcer un bilan carbone, afin de pouvoir établir un état des lieux collectif et engager un plan d'action. Parmi les résultats, l'impact majeur est celui de la mobilité des artistes et du public, mais également du fret, donc des œuvres. Ce festival pluridisciplinaire accueille chaque année de nombreuses expositions, dont le transport impacte fortement les émissions générées. Vis-à-vis du numérique, leur plan d'action dégage deux grandes orientations : la dématérialisation des œuvres pour réduire les impacts du fret et le réemploi des matériaux de création utilisé pour les œuvres d'arts numériques notamment dans le cadre des actions culturelles menées tout au long de l'année. Ils ont également ajouté une réflexion autour des outils numériques utilisés dans leur fonctionnement.

David Caroll est directeur artistique du Slowfest (Bordeaux) dont le cœur du projet est la réflexion et l'expérimentation d'activités culturelles éthiques et responsables. Fondé en 2015, le Slowfest débute une première édition de micro-festival sans électricité afin d'expérimenter un changement radical des pratiques professionnelles. Lors de la seconde édition, ils se dirigent vers des expérimentations de sonorisateurs solaires. En 2018, ils se penchent sur l'enjeu de la mobilité des artistes en proposant un festival itinérant à vélo et à cheval. En 2020, la crise stoppant une résidence de création artistique du « Slowfest orchestra » et l'usage du *livestream* explosant, ils s'intéressent à l'empreinte écologique de cette pratique et se lancent dans l'expérimentation d'une version plus écologique.

Baptise Vadon est directeur de la communication à la Gaîté Lyrique (Paris), dont le cœur de projet est la question des technologies, à la fois dans les équipements dont ils disposent, mais également dans les sujets traités. Il donne les exemples de l'exposition récente *Computer girl*, sur l'invisibilisation des femmes dans les domaines de la tech ou encore des rendez-vous NØ LAB qui explorent l'impact des technologies sur l'humain et l'environnement. Durant le confinement, une grande partie de la programmation a été proposée en ligne, ce qui a fait émerger de nombreuses questions et problématiques liées aux usages. De la même façon, sur le plan de la communication, une réflexion a été menée sur un usage raisonné du papier tout en évitant le report systématique sur l'outil numérique dont on sait

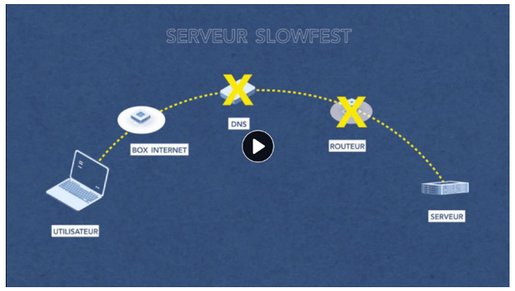
qu'il pollue également. La Gaîté Lyrique s'est donc questionnée à deux égards : d'une part la question des équipements, du matériel qui représente 50% des dépenses d'énergie polluantes liées aux usages numériques, d'autre part le *software*, c'est-à-dire la question des usages notamment sur le plan de la communication.

Quels leviers sur les pratiques numériques ?

Baptiste Vadon partage le travail qui a été mené à la Gaîté Lyrique sur les usages d'internet. En premier lieu, ils ont travaillé la politique d'acquisition de matériel et équipements (hardware) en favorisant le reconditionnement. Ils ont également mis en œuvre une politique de réemploi permettant la réutilisation de petit électronique pour fabriquer d'autres équipements. Ils travaillent avec Cèdre sur la gestion des déchets, notamment dans la perspective de faire de la Gaîté Lyrique un point de collecte des petits électroniques et déchets informatiques. Enfin, ils souhaitent mettre en œuvre des ateliers autour du réemploi avec des jeunes en précarité numérique. Sur la question du stockage et des outils de travail commun, la Gaîté Lyrique a choisi de travailler avec Google Workplace qui - malgré le fait d'appartenir aux GAFAM - permet de tracer les dépenses énergétiques et donc l'évaluation des impacts, mais également d'uniformiser les outils utilisés dans un souci d'optimisation des besoins en énergie des ordinateurs. Ils ont également travaillé avec OVH, le serveur du site de la Gaîté Lyrique, pour relocaliser le lieu de stockage en France et travailler dans une logique de neutralité climatique. Afin de mener une réflexion au niveau de leur site internet, ils se font accompagner depuis plusieurs mois par une structure appelée Nemesis à la fois sur des questions d'accessibilité, mais également sur les logiques d'impacts de l'ensemble des communications émises par l'équipe de la Gaîté Lyrique. Il insiste tout de même sur la nécessité d'un arbitrage pour mettre en cohérence le projet avec leur démarche de transition écologique.

Réinventer le livestream

David Caroll débute son intervention en décrivant la démarche technique menée par Slowfest pour rendre accessible des moyens de diffusion en livestream à faible consommation énergétique. En juin 2020, ils récupèrent un vieil ordinateur retapé qu'ils alimentent avec un panneau solaire pour réaliser une première captation test via une plateforme open source. Le test étant concluant, ils réfléchissent au moyen d'en faire bénéficier le plus de personnes. En partenariat avec le Krakatoa, ils travaillent à une seconde version du serveur sur un nano ordinateur (Raspberry Pi) qui consomme donc entre 3 et 4 volts. Grâce à ces outils, ils peuvent utiliser le livestream à bas coût énergétique, tout en évitant de passer par les GAFAM. Ils constatent en revanche qu'en plus de l'ergonomie et de la facilité d'usage des outils de livestream des majors du streaming, un algorithme favorise énormément les contenus hébergés chez eux.



Cela amène à une problématique autour de la communication : comment partager l'information pour qu'un maximum de personnes puissent se connecter au live ? Sur quels critères et indicateurs faut-il faire reposer l'évaluation d'un livestream ? Ils ont travaillé ces questions à deux niveaux : le premier étant une communication ciblée avec la salle partenaire qui dispose elle-même de son propre réseau de diffusion et l'usage des réseaux sociaux pour permettre, tout de même, de mettre en avant le livestream. En octobre 2020, à l'occasion des 5 ans du Slowfest, ils organisent un concert en livestream uniquement composé d'artistes locaux pour lequel ils ont pu comptabiliser plus de 350 connexions dont 150 en simultané. Il est également important de préciser que les scores sont bien en deçà de ce qui peut être revendiqué par les plateformes de streaming des GAFAM pour la simple raison qu'un·e visiteur·euse est comptabilisé à partir de 3 secondes de connexion sur le lien. Actuellement, le Slowfest a pour projet de prototyper une WebTV afin d'avoir une récurrence et d'interroger les pratiques de tournages, identifier le matériel utilisé et les écoconcevoir au maximum.

La question de l'écoconception des œuvres d'arts numériques

Cécile Reignaud évoque ensuite les démarches qu'entreprend l'équipe d'Electroni[k]pour favoriser une écoconception des œuvres d'arts numériques qu'ils coproduisent. Elle mentionne tout d'abord que de nombreu·euse·x artistes sont d'ores et déjà sensibilisés aux enjeux environnementaux ce qui permet, par exemple, de limiter l'usage d'équipements dernier cri. L'une des problématiques auxquelles est confrontée l'association est l'utilisation dans la création numérique de petits matériels électroniques venus de l'autre bout du monde, les alternatives produites en France étant bien plus chères... L'association joue ainsi un rôle de sensibilisation auprès des artistes d'arts numériques, notamment sur l'impact des équipements utilisés.

Enfin, étant engagée au sein de la ressourcerie culturelle La Caverne, elle fait le constat d'un intérêt croissant des associations locales pour le matériel numérique tel que les tables de mixage pour lesquels l'obsolescence est très importante tant les exigences techniques et artistiques progressent.

L'enjeu du « brainprint » : proposer des pratiques et imaginaires nouveaux en adéquation avec les enjeux environnementaux

David Caroll témoigne de l'intégration de cet enjeu dans l'ensemble de leur projet. Veillant à expérimenter en interne d'abord, ils invitent progressivement des partenaires tout au long de l'évolution positive de leurs expérimentations. Sur la question du livestream, maintenant que leur système fonctionne, ils travaillent à la création d'un plan et descriptif pour permettre aux personnes de pouvoir elles-mêmes fabriquer leur support de streaming. La logique de partage fait partie de leur projet.

Baptiste Vadon évoque l'intégration de ces enjeux de façon transversale au sein de l'équipe, notamment en lien avec Green Evenement, une structure les ayant accompagnés sur la mise en place d'une méthodologie de travail et d'axes de développement pour chacun des services. De nombreux ateliers de pratiques et de sensibilisation ont été mis en œuvre au sein des équipes (Fresque du climat, fresque du numérique...), mais également auprès des partenaires et prestataires. Enfin, la Gaîté Lyrique entend « prendre ses responsabilités » vis-à-vis du public et proposer une programmation mettant en avant les problématiques liées à l'environnement. C'est le cas par exemple avec les rendez-vous NØ LAB où il a pu être question du stockage des données, de l'impact environnemental des NFT, des cryptomonnaies, etc. Anne Legall ajoute que l'enjeu du « brainprint » constitue une prise de parole et de construction de récits en phase avec les enjeux écologiques. Ils travaillent notamment à la mise en place d'un programme autour de la sensibilisation de la manufacture électronique avec la CAF, Emmaüs Connect et Cèdre avec un travail auprès des jeunes sur le do it yourself, la culture *low tech*, etc.

Cécile Reignaud évoque le travail en collaboration avec les festivals Scopitone (Nantes) et Interstices (Caen) dans la construction de cycles de conférences communs nommés Ambivalences, avec pour objectif d'interroger les mutations actuelles par le prisme de la création artistique dans les arts numériques. La thématique abordée en 2020 était les mutations environnementales et en 2021 les mutations du vivant. Le but de ces conférences est d'ouvrir le dialogue entre les publics et des intervenant·e·s spécialistes de la question. Ils sont également très en lien avec un Master spécialisé dans les arts numériques existant à Rennes.

À l'issue d'une première partie dédiée aux témoignages, les participant·e·s sont invités à réfléchir collectivement sur trois thématiques en lien avec l'enjeu du numérique afin d'y déceler des freins et des leviers d'action pour réduire notre impact.

Enjeu n°1 : le numérique et l'émergence de nouvelles formes de diffusion du spectacle vivant

Les freins identifiés sont les suivants :

- Avènement du livestream avec la crise sanitaire : une démultiplication des vidéos et des possibilités de live
- La pollution issue du matériel informatique et du stockage des données (taille de fichiers qui augmentent)
- La course aux dernières technologies : il y a un manque de pédagogie et de formation sur toute la chaîne numérique (de la production de contenus jusqu'aux usagers) : consommation énergétique, cycle complet de vie du produit, valeur sociale de la technologie...
- L'économie globale du livestream : billetterie, droits d'auteurs, quelle rémunération éthique et équitable pour les artistes
- Difficulté à s'affranchir des réseaux sociaux et GAFAM pour communiquer de façon efficace
- Nécessité de créer du lien social parfois perdu avec l'expérience de livestream : comment rendre l'expérience vertueuse sur le plan social ?

Les leviers identifiés sont les suivants :

- L'utilisation de plateformes alternatives et open source : Peertube, Viméo, Shotgun, etc.
- Réduire la taille et la quantité des fichiers transférés : suppression des contenus après leur utilisation, freiner la course au contenu vidéo (notamment aux formats lourds).
- Valoriser les processus lo-fi : travailler à la sensibilisation et à l'enseignement à l'écoresponsabilité dans les écoles et structures de formation

pour plus d'écocitoyenneté.

- Travailler sur l'expérientiel : sortir des schémas classiques pour arriver avec des artistes ambassadeurs d'une autre forme d'expérience, sur des plateformes alternatives.
- Utiliser les outils informatiques à destination des publics empêchés.

Enjeu n°2 : numérique et création, accueil des artistes et production

Les freins identifiés sont les suivants :

- La création numérique est relativement récente donc la production n'a pas forcément une connaissance du matériel qui va être utilisé et de ses impacts
- Manque de formation au niveau des équipes et professionnels liés à ces spectacles

Les leviers identifiés sont les suivants :

- Effectuer une mise en commun d'indicateurs existants pour évaluer, comparer, choisir les bons composants, les bonnes pratiques dans la création numérique.
- Inclure des formations – pourquoi pas obligatoires – sur les impacts écologiques de la création artistique auprès du CNM.
- Travailler sur la médiation du numérique auprès des publics : qu'ils sachent ce qu'implique ce qu'ils voient, ce à quoi ils ont accès.
- Réduire et mutualiser le matériel quand c'est possible, travailler avec l'existant.
- Inclure dès maintenant l'enjeu numérique dans les questionnements écologiques du secteur.

Enjeu n°3 : numérique et usages en interne (bureau, parc informatique...)

Les freins identifiés sont les suivants :

- Le lien entre numérique et enjeux environnementaux n'est pas toujours connu : visibiliser la notion de sobriété numérique en interne, mais aussi auprès des prestataires extérieurs
- L'usage de mails contenants des pièces jointes lourdes, des listes de diffusion très impactantes mais également parfois un sentiment d'envahissement de l'information numérique si on utilise un outil de gestion des flux internes.
- Les outils de stockage des mails
- Un manque de connaissances sur la question du parc informatique (pas d'informaticien·ne en interne)
- Un manque d'expertise sur les moyens pour avoir un site internet écoconçu
- L'impression papier est très présente, parfois difficile de trouver un équilibre entre efficacité et impact sur l'environnement.

Les leviers identifiés sont :

- Former les équipes avec éventuellement un·e référent·e sur les questions liées au numérique.
- Privilégier les outils de messagerie interne pour éviter l'afflux de mail ou plateformes de réseaux sociaux professionnels pour favoriser les échanges par « chat » plutôt qu'emails. Créer un protocole d'usages en lien avec la réduction des risques psychosociaux et du droit à la déconnexion.
- Mise en place d'un protocole de suppressions des mails, antispam.
- Formation d'une personne en interne pour avoir une analyse plus fine du parc informatique, la gestion des serveurs, l'utilisation du reconditionné, etc.
- Se référer à l'outil RGE, un outil RSE pour avoir des sites web plus écologiques et un cahier des charges qui permet d'analyser son outil et de le faire évoluer.
- Mieux cibler la communication : réduire et préciser. Utiliser des moyens moins énergivores, mener une réflexion autour du temps de l'impression, l'envoi de mails ou l'usage des réseaux sociaux.

Ressources :

- Vidéo du Prof Putois qui explique le livestream
- Vidéos des table-rondes « Ambivalences »